

Le Droit de Connaître

Vérité et Réconciliation en Ituri



Réseau Haki na Amani



Le droit de connaître

Vérité et réconciliation en Ituri



IKV Pax Christi

Godebaldkwartier 74
NL- 3511 DZ UTRECHT
Pays-Bas
adresse postale

Adresse Postale

P.O. Box 19318
NL-3501 DH UTRECHT
Pays-Bas
info@ikvpaxchristi.nl
www.ikvpaxchristi.nl



Réseau Haki na Amani
Quartier Lumumba
R.D. Congo Ville de Bunia

Réseau_rha@yahoo.fr
reseauhakinamani@yahoo.com

Auteur : Peter Dixon
Chercheurs : Maria Elena Vignoli et Peter Dixon
Photo de couverture : Peter Dixon
Rédacteur : Catherine Machozi

Réseau Haki na Amani : CDPJ Bunia, CDPJ Mahagi, ECC Synode Ituri Bunia, FOMI, ACIAR et CPJP Mambasa

Bunia RD Congo
Janvier 2014

LE DROIT DE CONNAITRE : VERITE ET RECONCILIATION EN ITURI

1	Le travail de mémoire en Ituri.....	3
1.1	<i>Introduction</i>	3
1.2	<i>Les populations, les méthodes et les limites de l'étude</i>	5
1.3	<i>Le contexte historique</i>	8
1.3.1	La Commission Vérité et Réconciliation, 2003 – 2006.....	8
1.3.2	Les accords des leaders communautaires	9
2	Les résultats : en équilibrant les opportunités et les risques	11
2.1	<i>Les opportunités et bénéfices du travail de mémoire</i>	11
2.1.1	Les résultats quantitatifs	11
2.1.2	Les résultats qualitatifs.....	18
2.1.3	La tendance à parler	20
2.2	<i>Les risques et défis du travail de mémoire</i>	22
2.2.1	Les résultats quantitatifs	22
2.2.2	Les résultats qualitatifs.....	24
2.2.3	La réconciliation apparente	26
3	Les contextes : les conditions sociales et le discours pertinent.....	29
3.1	<i>Les conditions sociales, économiques et politiques</i>	29
3.1.1	L'Ituri comme une « bombe à retardement » (et le pessimisme de la communauté internationale)	29
3.1.2	La faiblesse de l'Etat	31
3.1.3	Les relations de pouvoir : le blocage, les leaders écoutés et les extrémistes.....	31
3.2	<i>Les discours réconciliateurs et divisionnistes</i>	34
3.2.1	Les discours réconciliateurs.....	34
3.2.2	Les discours divisionnistes.....	42
4	Les stratégies : comment réaliser le travail de mémoire	49
4.1	<i>Rendre publique l'histoire : comment et par qui ?</i>	49
4.2	<i>Une approche objective et inclusive</i>	51
4.2.1	Une approche objective	52
4.2.2	Une approche inclusive	52
4.3	<i>Une approche stratégique</i>	54
4.3.1	Commencer avec des « groupes restreints »	55
4.3.2	Cibler les « connecteurs de paix »	56
4.3.3	Profiter des initiatives actuelles et des partenariats, mais commencer avec un projet pilote	56
4.4	<i>L'importance de la sensibilisation</i>	57
4.4.1	Travailler dans l'intention de connaître les causes et les méfaits de la guerre pour ne plus y retomber.....	58
4.4.2	Travailler dans l'intention de documenter l'histoire pour prévenir la génération future.....	59
4.4.3	Responsabiliser toutes les parties, mais reconnaître la responsabilité des individus	59
4.4.4	Reconnaître que la guerre était une catastrophe qui a touché tout le monde.....	61
4.4.5	Souligner les deux buts du travail de mémoire: la réconciliation et le développement	61
4.5	<i>Conclusion</i>	61
5	Annexe	63

1 Le travail de mémoire en Ituri

1.1 Introduction

Lors d'une conversation avec l'un des notables de l'Ituri, il nous a exprimé sa vision pour l'avenir :

« L'Ituri est un petit paradis ! Je suis sûr que j'arriverai à voir le jour où l'Ituri va accueillir des visiteurs, pas seulement de la communauté internationale mais pour le tourisme ! Mais pour arriver à cet avenir, il faut qu'on parle d'abord de notre histoire. »¹

Dans cette étude il est question de savoir si les Ituriens sont prêts à se parler de leur histoire. Nous appelons un tel processus le *travail de mémoire*.

L'Ituri est effectivement un paradis en devenir : une terre fertile, un climat agréable, des dépôts d'or et de pétrole et une diversité des communautés qui constituaient initialement une véritable « mosaïque » d'ethnicités.² Avec une population plutôt agropastorale de presque 8 millions dont la plupart se trouve dans les trois territoires d'Irumu, Djugu et Mahagi, l'Ituri a presque la même population que Kinshasa.³ Mais de 1999 à 2004,⁴ les Ituriens ont subi une guerre catastrophique. Une série de conflits, qui ont commencé en juin 1999 dans le territoire de Djugu, et devenue une pleine guerre qui a occasionné plus de 60,000 personnes massacrées et plus de 500,000 déplacées.⁵ En 2003, l'Ituri n'avait pas moins de six groupes armés avec un nombre de miliciens estimé entre 20,000 et 25,000.

Cependant, cette étude ne s'occupe ni des événements ni des conséquences de cette histoire. Notre intention n'est pas de chercher la vérité de ce qui s'est passé. Mais notre but est plutôt de maîtriser les opportunités et les risques du travail de mémoire par rapport à cette histoire et, avec cette maîtrise, de proposer des stratégies de l'aborder.

Cette question n'est ni facile ni unidimensionnelle. Pour y répondre, nous avons sondé 831 personnes avec une enquête quantitative et interrogé plus de 179 parties prenantes dans plus de 56 entretiens et discussions approfondies dans les trois territoires d'Irumu, de Djugu et de Mahagi.

L'étude est réalisée avec le soutien de Réseau Haki na Amani à partir du mois de juin jusqu'au mois d'août, 2013.

En somme, nous trouvons que la réponse à la question principale était : *oui, les Ituriens sont prêts*. Comme le notable susmentionné qui rêve d'un Ituri pacifié et développé, les Ituriens, en général, réclament dans nos enquêtes et discussions un processus encadré pour se mettre ensemble et se parler de leurs histoires. Selon la plupart des sujets, il faut connaître

¹ Notable, juillet 2013

² Notable, juillet 2013 ; membre de la communauté internationale, juin 2013

³ International Crisis Group, 13 May 2008, " Congo : four priorities for sustainable peace in Ituri, " *Africa Report No 140*.

⁴ Il y a aussi ceux qui utilisent 2007 comme l'année de la fin des conflits, e.g. Fahey, Dan, 2013, « Ituri : Gold, land, and ethnicity in north-eastern Congo, » Rift Valley Institute Usalama Project.

⁵ International Crisis Group, 13 May 2008

ces histoires pour ne plus retomber dans cette guerre ; il faut les connaître parce que cette guerre était une catastrophe qui a touché tous les Ituriens ; et il faut les connaître parce que les Ituriens ont le *droit de connaître*.

Mais, dans ce rapport, nous essayons de garder en équilibre (1) le besoin des conclusions claires et praticables et (2) la reconnaissance que l'étude fait objet d'un sujet plutôt complexe et multidimensionnel. Donc, le lecteur y trouvera plusieurs tableaux et citations qui dressent un portrait souvent contradictoire. D'un côté, les Ituriens veulent se parler de l'histoire de la guerre : ils veulent connaître les raisons pour lesquelles ils se sont battus et ils veulent savoir qui en étaient les responsables. Mais de l'autre côté, ils ont peur du processus : ils ont des doutes ; ils portent encore des blessures physiques, psychologiques, économiques et sociales ; et souvent ils gardent secrets leurs propres rôles dans la guerre et leurs connaissances de son histoire.

La majorité a soutenu le but d'avoir d'un processus de vérité et réconciliation :

- 90% étaient d'accord qu'il y a la nécessité d'avoir un dialogue intercommunautaire ;
- 72% étaient d'accord que les Ituriens sont prêts à se parler de l'histoire de la guerre ;
- 80% ont dit qu'ils participeraient s'il y avait un processus de se parler publiquement sur l'histoire de la guerre ; et
- 87% étaient d'accord que l'histoire de la guerre doit être rendue publique.

Cependant pourtant:

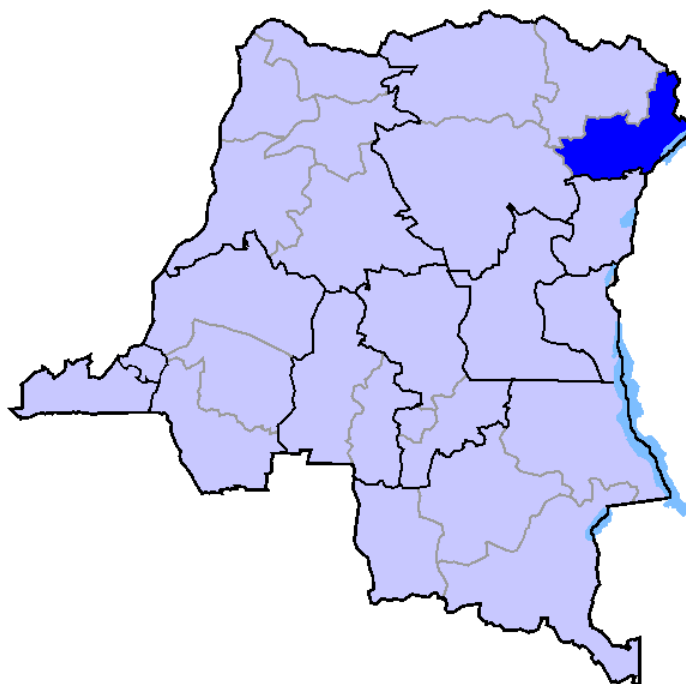
- Une majorité⁶ a cité les présences des conflits et de la haine comme raisons pour lesquelles il ne faut pas s'engager dans un processus de se parler de l'histoire de la guerre ;
- Une autre majorité a également cité la présence forte de la méfiance entre les différentes communautés de l'Ituri ; et
- Une troisième majorité a exprimé la crainte qu'un tel processus de rendre publique l'histoire de la guerre serait bloqué.

Donc, en reconnaissant ces deux côtés de la réalité actuelle de l'Ituri, bien que nous avons trouvé les conditions réunies pour le travail de mémoire, nous pouvons aussi conclure que ce travail doit être *objectif, inclusif et stratégique* et qu'il doit commencer avec un processus *restreint* qui est *focalisé* sur une ou deux communautés où se trouvent les conditions réunies.

La dernière Section (Section IV) concerne les stratégies de comment réaliser un tel processus objectif, inclusif et stratégique. Avant celle-là, nous présenterons les résultats de l'étude par rapport aux opportunités et risques du travail de mémoire en Ituri (Section II) et par rapport aux conditions et discours qui constituent les contextes dans lesquels ce travail s'est déroulé (Section III).

⁶ Ici nous parlons de la « majorité » et pas des chiffres spécifiques parce que nous mélangeons les données quantitatives et qualitatives.

1.2 Les populations, les méthodes et les limites de l'étude



District de l'Ituri

Dans cette étude, nous avons ciblé la population en général dans les deux territoires d'Irumu et de Djugu, les leaders Ituriens et les autres parties prenantes (comme ceux de la communauté internationale à Bunia).

Par « leaders Ituriens » nous voulons parler des personnes qui ont de l'influence dans leur milieu, à Bunia et à l'intérieur : les politiciens, les chefs locaux, les représentants des groupes sociaux (des jeunes, des femmes, des éleveurs, des pêcheurs, etc.), les leaders religieux, les écrivains, etc.)

Nous avons utilisé trois méthodes principales :

1° Nous avons d'abord réalisé 56 discussions et entretiens approfondis avec les différents leaders de l'Ituri, focalisés sur les territoires d'Irumu, de Djugu et de Mahagi.

2° En même temps, nous avons réalisé une enquête quantitative et « randomisée » de la population générale des deux territoires de Djugu et d'Irumu (c'est-à-dire nous avons enquêté un échantillon de la population de ces deux territoires, choisi au hasard selon la distribution géographique des villages).

3° Enfin, nous avons réalisé une enquête quantitative et ciblée des leaders locaux (c'est-à-dire l'échantillon des leaders enquêtés n'était pas choisi au hasard).

En effet, l'enquête randomisée est représentative des populations d'Irumu et de Djugu. L'enquête ciblée des leaders n'est pas représentative parce qu'elle n'était pas randomisée. Par le fait d'avoir ciblé seulement les deux territoires d'Irumu et de Djugu, l'enquête randomisée n'est pas représentative de tout le district de l'Ituri. A la fin des trois méthodes, nous avons mis en œuvre une rencontre de restitution pour partager nos résultats avec les différentes parties prenantes ciblées dans l'étude.

Les critères de sélection pour les sujets des discussions étaient plutôt ouverts. Nous voulions parler avec les *parties prenantes*—c'est-à-dire, ceux qui seraient impliqués dans un

processus de dialoguer sur l'histoire. C'est une catégorie plutôt diverse. Nous avons commencé avec une liste composée par un groupe d'experts Congolais et internationaux qui travaillent avec notre partenaire RHA sur le terrain. La liste a inclus des chefs des collectivités ; des députés et les autres politiciens ; les notables ; les leaders des ONG, des associations des mamans et des associations de la paix ; les leaders religieux ; les représentants des groupes d'intérêts (comme les agriculteurs et éleveurs) ; les enseignants et autres leaders intellectuels ; et les représentants de la communauté internationale. Nous n'avons pas eu assez de temps pour parler avec toutes les personnes dans la liste définitive. Il a fallu limiter l'étude à certaines parties prenantes dans chaque catégorie, selon nos limites.

Enfin, nous avons sélectionné les six catégories suivantes :

- (1) la communauté internationale,⁷
- (2) les leaders coutumiers (les chefs locaux, les vieux sages),
- (3) les autorités politico-administratives (les administrateurs des territoires, les députés),
- (4) les notables,
- (5) les leaders de la société civile (les ONG, les groupes d'intérêts, les leaders intellectuels et religieux, à Bunia et à l'intérieur),
- (6) les groupes de victimes.

Dans chaque groupe, nous avons mis en œuvre au minimum 5 et au maximum 15 groupes de discussion.

Tableau 01 montre le nombre total des discussions et entrevues selon les trois méthodes :

Tableau 01 : Nombre des personnes sondées dans les discussions et enquêtes					
		Bunia	Irumu	Djugu	Mahagi
Discussions et entretiens approfondis	56	55%	13%	28%	4%
Communauté internationale	7				
Leaders coutumiers	12				
Députés et autorités politico-administratives	6				
Notables	10				
Leaders de la société civile (ONG, églises, écoles)	16				
Victimes touchées par la guerre	5				
Enquête randomisée de la population générale d'Irumu et Djugu	558	12%	36%	52%	-
Enquête ciblée des leaders d'Irumu et Djugu	273				-
Total	831				-

Dans l'enquête randomisée, nous avons essayé de sélectionner un échantillon représentatif, mais, comme montré dans le Tableau 02, l'échantillon final était 60% hommes et 40%

⁷ Dans ce rapport, nous ne faisons pas la distinction entre l'ONU, MONUSCO et les ONG internationales à Bunia. Les citations que nous rapportons ici sont celles-là seulement des individus à qui nous avons parlé. Elles ne représentent pas les positions officielles d'aucune agence, bureau ou organisation.

femmes. Donc, là où il y a eu des différences significatives entre les sexes, nous l'avons noté dans le texte. Nous constatons, aussi, qu'un grand nombre des sujets a déclaré un niveau de scolarisation le plus élevé. Ici, nous voulons clarifier deux choses. D'abord, le niveau marqué est le plus haut niveau auquel le sujet est arrivé, même s'il ne l'a pas complété. Deuxièmement, l'enquête s'est focalisée sur les deux territoires : Irumu et Djugu, y compris la ville de Bunia, où le niveau d'éducation ou de scolarisation peut être, de façon générale, plus élevé. Là où il y a des différences significatives selon le niveau d'éducation, nous l'avons aussi noté dans le texte. Il est pareil pour les différences entre rural/urbain.

Tableau 02: Les données démographiques

Âge	%	Sexe	%	Tribus	%
18-30	20	Homme	61	Hema (nord et sud)	30
31-40	28	Femme	39	Lendu (Lendu de Djugu)	20
41-50	29			Ngiti (Lendu d'Irumu)	12
51-60	17	Éducation	%	Ndo Okebo	5
Plus de 60	6	Pas scolarisé	12	Alur	15
		École primaire	32	Nyali Kilo	1
Déplacement	%	École secondaire	43	Bira	5
Était déplacé	89	Formation	8	Nande	4
N'était pas déplacé	11	Université	5	Autres	8
Rurale/Urbain*	%				
Rural	85				
Urbain	15				

*Urbain = Bunia et Mongbwalu

Comme noté plus haut, le travail de mémoire est un sujet complexe et multidimensionnel, par conséquent, nous étions limités par nos ressources. Ainsi nous focalisons notre attention sur les trois limites que voici :

En effet, premièrement il était d'abord impossible de parler avec toutes les parties prenantes, c'est pourquoi nous avons essayé de parler avec au minimum 5 et au maximum 15 groupes de discussion par chaque catégorie.

Pour choisir nos cibles, il a fallu un mélange de facteurs : d'un côté, (ce dépendait de) il fallait considérer la disponibilité des parties. Nous sommes descendus sur terrain à l'intérieur de l'Ituri (Irumu, Djugu et Mahagi) pendant trois semaines. Mais parfois quand nous arrivions dans une nouvelle collectivité, le chef n'était pas présent. Dans ce cas, nous essayions de parler avec les autres leaders locaux : les chefs des groupements, les chefs des villages, les chefs des quartiers, les sages, etc. C'était la même chose avec les leaders de la société civile.

De l'autre côté, il n'était pas possible de cibler toutes les collectivités de Djugu et Irumu. C'est pourquoi, nous avons essayé de garder l'équilibre dans le choix entre les collectivités qui ont joué un rôle clés pendant la guerre et celles incluant des différents groupes ethniques.

Nous reconnaissons que la guerre en Ituri n'était pas seulement entre les communautés Hema et Lendu, par conséquent, le travail de mémoire ne doit pas être limité aux deux communautés seulement non plus.

Deuxièmement, nous nous réservons de présenter dans ce rapport des discours présentés par des individus ou des communautés spécifiques. Le lecteur va remarquer que, souvent, nous utilisons le langage « l'autre communauté » à la place des noms donnés des personnes citées. Par ailleurs, nous n'évoquons ni des accusations ni des généralisations, sauf à un niveau général par rapport à leurs implications pour le travail de mémoire. Ceci constitue une limite pour nous étant donné que nous sommes obligés de voiler certaines vérités ou précisions données dans certains discours mais de les présenter de manière générale.

A cause de ce manque de précision, nous remarquons aussi que souvent les propos des enquêtés sont contradictoires. Ces contradictions viennent de la complexité du sujet et de la dialectique « risques/opportunités » sur laquelle l'étude est basée.

Nous reconnaissons que nos lecteurs peuvent avoir des opinions contradictoires par rapport à la vérité. Cependant, nous n'essayons pas d'éviter ici ces contradictions mais nous pensons que le travail de mémoire doit les reconnaître et les prendre en considération.

C'est la raison pour laquelle nous présentons les citations dans une forme plus complète et nous divisons les résultats généraux entre les opportunités et les risques.

1.3 Le contexte historique

1.3.1 *La Commission Vérité et Réconciliation, 2003 – 2006*

Le 4 avril 2003, la Constitution de la transition de la République Démocratique du Congo a été promulguée. Article 154 a établi une Commission Vérité et Réconciliation « CVR », l'une de cinq Institutions d'Appui à la Démocratie créées lors du Dialogue Inter-congolais.⁸ La CVR avait des grandes ambitions, y compris la « restitution de la vérité sur les événements politiques et socioéconomiques qui se sont produits en RDC », le « rétablissement d'un climat de confiance mutuelle entre les différentes communautés et encouragement de la cohabitation inter-ethnique » et « la reconnaissance des responsabilités individuelles et collectives des torts et des crimes ».⁹ Elle a également proposé d'assurer « la prévention ou la gestion des conflits en cas de leur survenance », « la création d'un espace d'expression entre Congolais ... pour la consolidation de la paix et de l'unité nationale par la vérité, le pardon, la justice et la réconciliation » et « la recherche de la guérison des traumatismes et le rétablissement de la confiance mutuelle entre Congolais ».¹⁰ La Commission a commencé son travail en août 2003 avec une juridiction temporelle à partir de 30 juin 1960 jusqu'à la fin de la transition.

Presque trois ans plus tard, de 22 au 24 juin 2006, les membres de la CVR se sont réunis au Centre Catholique NGANDA à Kinshasa avec des délégués de la Société Civile, experts de la MONUC, ICTJ et PNUD dans l'intention de réfléchir sur l'évaluation de la Commission et ses perspectives d'avenir. Bien qu'ils aient reconnu le travail fait par la CVR dans la première

⁸ La CVR tirait sa base légale des actes ci-après : (1) la Résolution numéro DIC/CPR/04 ; (2) l'Accord global et inclusif ; (3) la Constitution de la transition ; et (4) la loi numéro 04/018 du 30 juillet 2004 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Vérité et Réconciliation.

⁹ Documents de la CVR

¹⁰ Documents de la CVR

phase « préparatoire », ils ont également constaté que la phase « opérationnelle » n'a pas été abordée à cause de manque de « volonté politique gouvernementale » et « des moyens financiers ».¹¹ Par ailleurs, ils ont cité « le contexte politique, sécuritaire et diplomatique défavorable pour atteindre ses objectifs », surtout la présence des belligérants et anciens gestionnaires du pays qui sont accusés des grosses violations de droits humains : « pendant que ces derniers sont à la commande des affaires publiques, la collaboration n'est pas assurée pour l'établissement de la vérité tant souhaitée ».¹²

Selon l'une des représentants de cette commission avec qui nous avons parlé,

« Nous avons conclu que la Commission était comme un avion avec un réservoir rempli de carburant, mais avec un pilote aveugle et sourd ! »¹³

L'histoire de la CVR peut nous offrir des leçons constructives pour le travail de mémoire en Ituri, autant positives que négatives. D'un côté, elle montre que la volonté de connaître l'histoire et d'établir la vérité peut exister au niveau politique.¹⁴ Effectivement, aujourd'hui il y a au moins une initiative similaire introduite par les acteurs politiques de l'Ituri au niveau national.¹⁵ Mais de l'autre côté, cette histoire montre que le travail de mémoire s'occupe toujours des relations de pouvoirs – également internationales, nationales et locales – qui proviennent souvent de la guerre elle-même et de ses conséquences. N'importe quel travail dans ce cadre doit nécessairement prendre ces relations en considération.

1.3.2 Les accords des leaders communautaires

En Ituri, il y a également une histoire des accords entre les leaders des différentes communautés qui peuvent offrir des leçons d'une part positives et de l'autre, négatives. Dans nos entrevues, les accords les plus cités étaient ceux adoptés du 29 juillet au 04 août 1999 par le Comité de Médiation des Conflits au Centre Culturel de l'Ituri à Nyakasanza. C'était juste au début des conflits et a été organisé par le Gouverneur Lotsove dans l'intention d'établir la pacification de l'Ituri. A la réunion, qui a eu pour résultat la création d'un comité de pacification et de suivi, ils ont noté que « la volonté de mettre fin aux hostilités a été solennellement exprimée au cours de l'assemblée ... par les deux groupes antagonistes ».¹⁶

Malgré cela, l'une des plus grandes conséquences de cette rencontre était de séparer les communautés. Bien sûr, plusieurs personnes interrogées par cette étude ont également cité cette rencontre comme exemple de la propagation des paroles choquantes qui auraient eu pour résultat la division. Bien que cette rencontre se soit passée dans un contexte particulier, au début des événements à Djugu, cette conséquence reste toujours manifeste aujourd'hui. Une personne nous a dit, « *les gens réclament [les accords de Nyakasanza]*

¹¹ Documents de la CVR

¹² Documents de la CVR

¹³ Notable, juillet 2013

¹⁴ Cette volonté a aussi été exprimée dans nos entretiens avec des politiciens, juillet 2013.

¹⁵ Echange d'email avec un politicien, juillet 2013.

¹⁶ Accords de Nyakasanza, 1999

souvent ! »¹⁷ Une autre a dit, « [les accords de Nyakasanza sont restés dans les têtes des gens.] »¹⁸ Aussi selon quelques staffs de la communauté internationale, ces accords (de 1999 et ceux de 2001) contribuent aujourd'hui au blocage des efforts de réconciliation des communautés, en particulier par rapport au conflit foncier.¹⁹

Cependant, il y a aussi plusieurs exemples des accords intercommunautaires qui ont pour résultat la prévention ou gestion des conflits. Ici, nous ne pouvons pas les citer tous. Cependant nous notons, par exemple, le « Procès-verbal de la rencontre des communautés Hema-Sud et Lendu-Bindi », tenue à Bogoro le 12 Mars, 2013. La rencontre a été convoquée par la coordination de la société civile de l'Ituri (SOCIT) en collaboration avec l'Union des Associations Culturelles pour le Développement de l'Ituri (UNADI). Organisée sur demande des deux communautés lors de la rencontre tenue à Kasenyi le 5 Mars 2013, elle était axée sur la situation sécuritaire dans la région de Gety et ses environs suite à la présence de la FRPI/COGAI de Cobra Matata. Le coordinateur de la SOCIT, le Président de l'UNADI, les représentants des communautés Hema et Lendu et les représentants d'autres communautés de l'Ituri ont tous signé les accords qui ont réclamé, entre autres, la cessation immédiate du pillage de bétail et des exactions contre la population civile.²⁰ Nous ne disons pas que cette rencontre et accords vont apporter des solutions à tous les conflits à Gety, néanmoins ils nous ont été cités dans plusieurs de nos entretiens comme exemple constructif du travail de réconciliation entre les leaders communautaires.

¹⁷ Chef local, juillet 2013

¹⁸ Notable, juillet 2013

¹⁹ Membre de la communauté internationale, juin 2013

²⁰ « Procès-verbal de la rencontre des communautés Hema-Sud et Lendu-Bindi », Bogoro 12 Juin, 2013.

2 Les résultats : en équilibrant les opportunités et les risques

Aujourd'hui, la vie Iturienne est toujours influencée, d'un côté, par les racines de la guerre et de l'autre, par ses conséquences. Il s'agit entre autres des maladies et blessures graves, la pauvreté, le chômage, l'insécurité, les armes non remises et cachées, une génération des démobilisés pas bien réinsérés, l'affaiblissement du leadership coutumier, le manque des infrastructures politico-administratives et judiciaires, un fort préjudice, une méfiance entre les différentes communautés, et un traumatisme sous-jacent à la colère, autant individuelle que collective, qui menace la réconciliation existante. Toutes celles-là prendront place dans ce rapport.

Cependant, il se focalise surtout sur deux dimensions qui entraînent une influence puissante sur la vérité et la réconciliation en Ituri ;lesquelles dimensions sont autant causes et conséquences de la guerre:

- (1) D'abord, il y a un système de relations de pouvoir qui contrôle la circulation de l'information et l'accès aux ressources politiques et économiques ;
- (2) En même temps, il y a une mauvaise distribution et gestion de terre qui a pour conséquence de laisser les communautés s'affronter.

Pour le travail de mémoire, ces deux dimensions de la réalité Iturienne présentent des obstacles, surtout un climat de méfiance et une tendance à ne pas accepter que la guerre est vraiment finie.

Par conséquent, le travail de mémoire demande toujours un équilibre entre ces risques et ces opportunités, et une gestion prudente pour y arriver. C'est la raison pour laquelle, en reconnaissant la complexité du sujet, nous avons demandé aux personnes interrogées de nous donner les raisons *pour*, ainsi que celles *contre* ce travail, autant dans les enquêtes quantitatives que dans les discussions et entretiens approfondis.

Cependant, en somme, la plupart des personnes interrogées, dans les discussions et dans les enquêtes, ont soutenu l'idée que les Ituriens sont prêts à se mettre ensemble, à se parler de l'histoire de la guerre, à présenter leurs propres histoires, et à les rendre publiques. La grande question, bien sûr, est *comment le faire*.

2.1 Les opportunités et bénéfices du travail de mémoire

2.1.1 Les résultats quantitatifs

Ici, nous présentons les résultats quantitatifs des réponses de la population en général et des leaders d'Irumu et de Djugu aux questions que nous avons utilisées pour fixer les opinions par rapport au travail de mémoire.

Dans l'enquête, nous avons proposé les quatre questions suivantes comme les différentes dimensions du travail de mémoire :

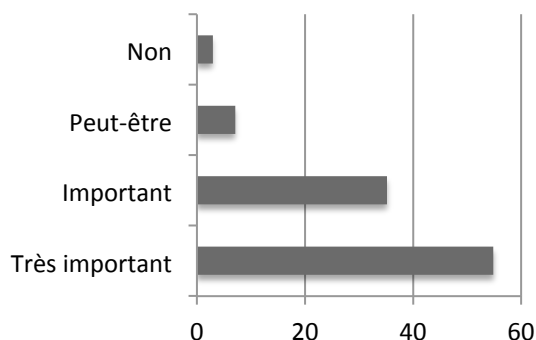
- (1) le dialogue intercommunautaire,
- (2) l'empressement en général de se parler de la guerre,

- (3) l'empressement individuel de partager les expériences vécues pendant la guerre
 (4) la publication de l'histoire de la guerre.

Tableau 03 présente les résultats de la population en général d'Irumu et de Djugu.

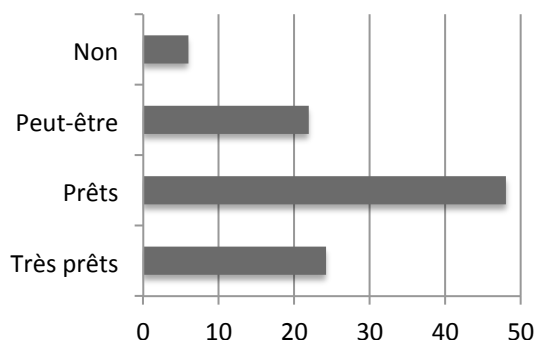
Tableau 03 : Réponses de la population en général d'Irumu et Djugu au travail de mémoire

1. Selon vous, est-ce qu'il y a la nécessité d'avoir un dialogue intercommunautaire ?*



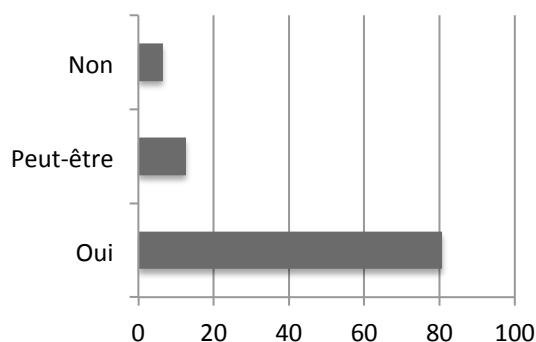
- *Aucune différence hommes/femmes
- *Aucune différence rural/urbain
- *Différence selon l'éducation

2. Selon vous, est-ce que les Ituriens sont prêts à se parler de l'histoire de la guerre ?*



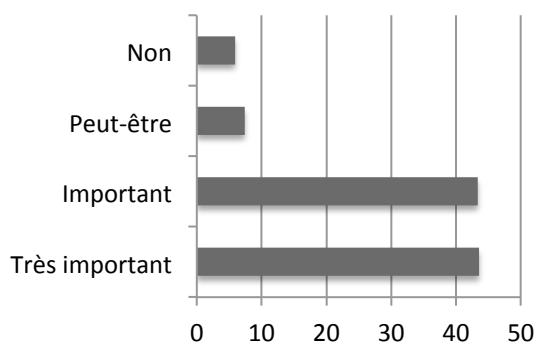
- *Aucune différence hommes/femmes
- *Aucune différence rural/urbain
- *Différence selon l'éducation

3. S'il y aurait un processus de se parler publiquement sur l'histoire de la guerre, participeriez-vous ?*



- *Aucune différence hommes/femmes
- *Forte différence rural/urbain
- *Aucune différence selon l'éducation

4. L'histoire de la guerre doit-elle être rendue publique ?*



- *Aucune différence hommes/femmes
- *Aucune différence rural/urbain
- *Différence selon l'éducation

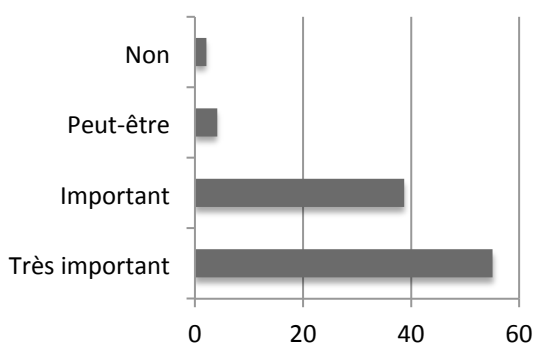
De manière générale, toutes les quatre dimensions ont reçu des réponses, pour la plupart positives. Ces résultats reflètent également ceux de nos discussions avec des parties prenantes, que nous évoquons ci-dessous. Ils reflètent aussi les résultats déjà obtenus par une autre étude quantitative antérieure de 2007 où 88% des Ituriens avaient dit qu'il est important de connaître la vérité sur ce qui s'est passé et 70% avaient répondu qu'ils seraient

prêts à parler ouvertement de ce qui leur est arrivé à cause de la guerre.²¹

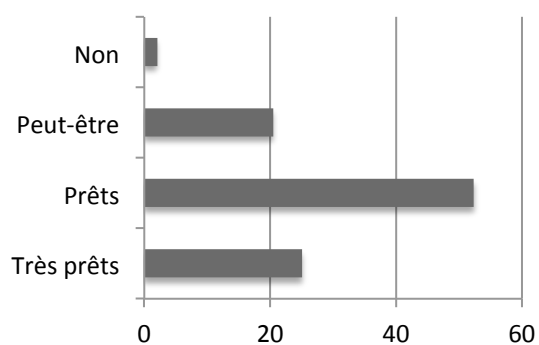
Par ailleurs, ces résultats reflètent aussi ceux des leaders que nous avons rencontrés dans notre enquête ciblée des leaders (Tableau 04). Pour rappel, nous pouvons dire que cette enquête des leaders n'est pas représentative parce que n'était pas randomisée. Mais chaque fois, toutes les deux enquêtes se sont déroulées dans les mêmes groupements et villages étant donné qu'elles étaient réalisées par les mêmes enquêteurs. Donc, nous pouvons conclure avec une certaine certitude que ces résultats nous montrent qu'il n'y a pas une grande différence entre la population en général et les leaders. Il faut se rappeler aussi que nous avons utilisé une définition plutôt vaste de « leader ». Le sujet concernant les leaders « écoutés » sera traité dans la Section 3.1.3. Cependant, à présent nous parlons d'abord des leaders en général à tous les niveaux de la société.

Tableau 04 : Réponses des leaders ciblés au travail de mémoire*

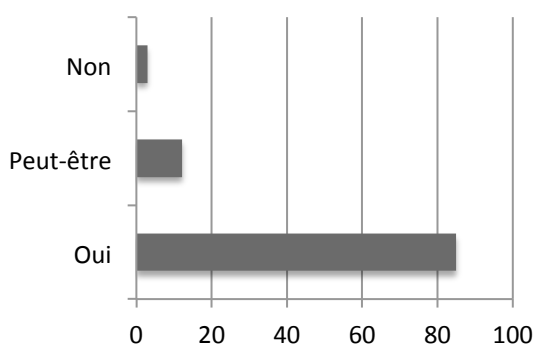
1. Selon vous, est-ce qu'il y a la nécessité d'avoir un dialogue intercommunautaire ?



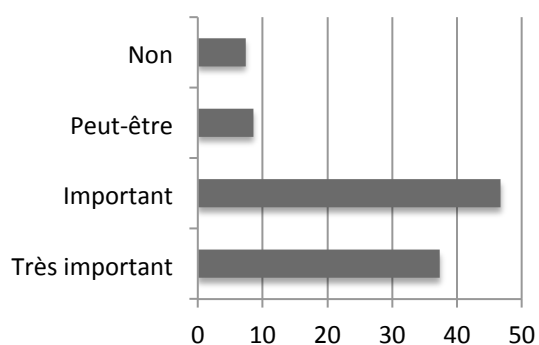
2. Selon vous, est-ce que les Ituriens sont prêts à se parler de l'histoire de la guerre ?



3. Si il y aurait un processus de se parler publiquement sur l'histoire de la guerre, participeriez-vous ?



4. L'histoire de la guerre doit-elle être rendue publique ?



* Nous n'avons pas ciblé assez d'individus dans l'enquête des leaders pour chercher des différences selon sexe, éducation ou urbain/rural

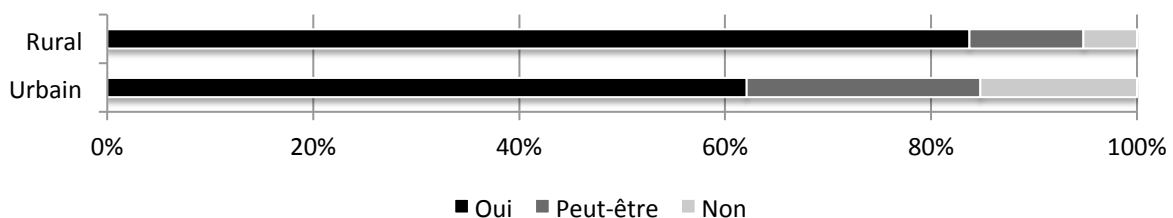
²¹ Patrick Vinck, et al., 'Living with Fear: A Population-Based Survey on Attitudes About Peace, Justice, and Social Reconstruction in Eastern Democratic Republic of Congo,' (Berkeley, CA: Human Rights Center, University of California, Berkeley, 2008).

Nous nous rendons compte pourtant que ces résultats (pour la population en général et pour les leaders) montrent aussi la complexité du sujet. Même si les réponses étaient, de manière générale, positives, il y a des différences clés entre elles. D’abord, les réponses étaient surtout moins positives par rapport à la question, *est-ce que les Ituriens sont prêts à se parler ?* Mais elles étaient vraiment plus positives par rapport à l’idée du *dialogue intercommunautaire*. Ici, notre interprétation est que, quoique le dialogue intercommunautaire soit reconnu comme un mécanisme bien placé pour la gestion des conflits en général, l’idée de se parler précisément *sur l’histoire de la guerre* semble plus sensible. Comme nous le verrons ci-dessous dans la Section 2.2, les gens ont reconnu les raisons *contre* le travail de mémoire et les catégories de personnes qui pourraient le bloquer.

Par ailleurs, nous avons analysé *qui* a répondu *comment* aux questions. Spécifiquement, nous avons fait la comparaison pour chaque question entre les hommes et les femmes, entre les milieux urbains (Bunia et Mongbwalu) et ruraux (tout le reste) et entre les différents niveaux de scolarisation.

Comme noté dans le Tableau 03, il n’y avait aucune différence entre hommes et femmes. Pour trois questions sur les quatre posées, par ailleurs, il n’y avait aucune différence même entre le milieu urbain et rural. La question dont la réponse présentait des différences selon le milieu urbain et rural était celle concernant la volonté de participer dans un processus de partage des histoires. Bien que la majorité des réponses dans les milieux urbains fût positives, elles étaient bien moins par rapport à celles dans les milieux ruraux (Tableau 05).

Tableau 05 : Si il y aurait un processus de se parler publiquement sur l’histoire de la guerre, participeriez-vous ? (urbain/rural)



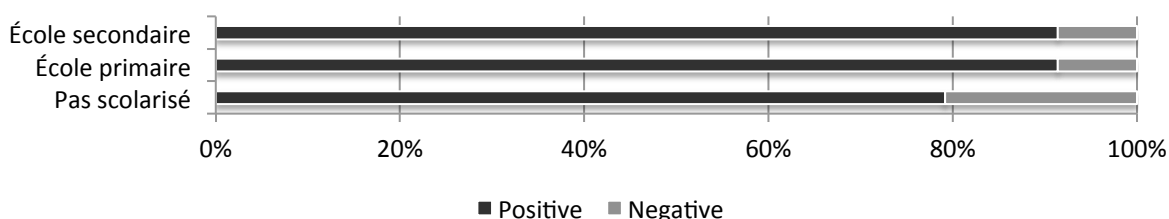
Cela nous fait voir que le travail de mémoire, même s’il a du soutien en général, serait plus difficile d’être mis en œuvre dans les villes que dans les villages. Dans les villes comme Bunia et Mongbwalu, il y a un mélange plus grand des ethnies par rapport aux villages (même si les quartiers des villes sont plutôt divisés). Il y a aussi beaucoup plus d’insécurité. Donc, les Ituriens urbains pourraient avoir plus de peur par rapport à l’idée de partager leurs propres histoires avec leurs voisins.

Ce que nous trouvons intéressant, par ailleurs, c’est qu’il y a une différence selon le niveau de scolarisation. En général, la majorité a soutenu l’idée de rendre publique l’histoire. Mais,

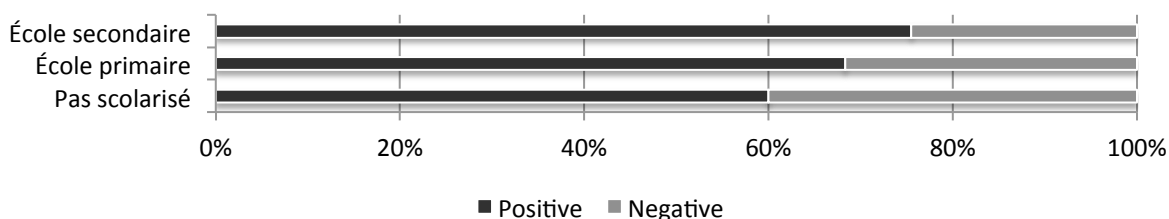
dans trois sur les quatre questions que nous avons utilisées pour évaluer ce soutien,²² ceux dont le niveau d’instruction est très bas ou nul exprimaient plus de réserve, alors que ceux qui ont eu au moins un niveau d’instruction secondaire exprimaient plus de soutien (Tableau 06). Ici, nous avons distingué les réactions à la question entre *positive* (par exemple, « l’Ituri est prêt » ou « l’Ituri est très prêt ») et *négative* (par exemple, « l’Ituri est peut-être prêt » ou « l’Ituri n’est pas prêt »).

Tableau 06 : Réponses de la population en général au travail de mémoire (selon le niveau d’instruction)

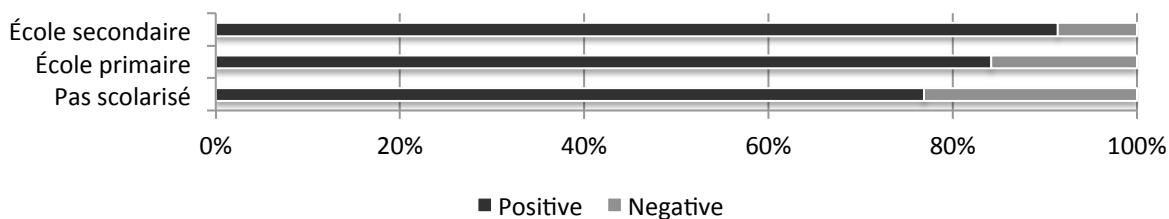
1. Selon vous, est-ce qu’il y a la nécessité d’avoir un dialogue intercommunautaire ?



2. Selon vous, est-ce que les Ituriens sont prêts à se parler de l’histoire de la guerre ?



3. L’histoire de la guerre doit-elle être rendue publique ?



Même si la majorité a soutenu le travail de mémoire en général, ces trois questions nous montrent qu’il y a un peu moins de soutien parmi les gens non-scolarisés. Mais nous pensons que cela n’est pas une justification pour ne pas réaliser ce travail de mémoire avec les personnes non scolarisées. Au contraire c’est *une opportunité* pour ce travail. Nous y reviendrons dans la Section 3.2.1 : *Quelle guerre ?*

²² Il n’y avait aucune différence selon l’éducation pour la question, *Si il y aurait un processus de se parler publiquement sur l’histoire de la guerre, participeriez-vous ?*

Enfin pour ceux qui ont un certain niveau universitaire, il est difficile de dire que plus le niveau d'études est élevé, plus il y a soutien pour le travail de mémoire ou non, au contraire ils avaient toujours une position intermédiaire.

Il est difficile d'interpréter un tel résultat. Néanmoins nous pouvons lui donner deux interprétations possibles : soit qu'il y a beaucoup plus « d'extrémistes » ou « partisans » parmi les universitaires, soit aussi, étant donné que c'était à Bunia où nous avons rencontré la majorité des universitaires, ce résultat peut signifier la différence qu'il y a entre le milieu urbain et le milieu rural (cfr tableau 05)

En somme, la population en général dans les deux territoires d'Irumu et de Djugu a soutenu l'idée de se mettre ensemble pour se parler de l'histoire de guerre et de la rendre publique. Nous avons également demandé les *raisons* pour réaliser ces processus :

- (1) Pourquoi les Ituriens sont-ils prêts à se parler de l'histoire de la guerre ?
- (2) Pourquoi participer au processus de se parler ?
- (3) Pourquoi rendre publique l'histoire de la guerre ?

Le tableau 07 présente toutes les justifications potentielles que nous avons données à l'enquête.

Nous sommes arrivés à cette liste dans un processus des discussions approfondies. Malgré le chevauchement, nous remarquons que chacune des 19 justifications ci-dessous exige une dimension unique du travail de mémoire. Comme, nous discutons ci-dessous dans la Section 4 sur comment réaliser le travail de mémoire, nous trouvons cette liste essentielle pour le travail de mémoire car elle nous permet de formuler des stratégies de comment accompagner ce travail avec une sensibilisation approfondie et effective.

Tableau 07 : Justifications potentielles pour le travail de mémoire

Les justifications plus citées :

Connaître l'histoire : Connaître et maîtriser l'histoire de ce qui s'est passé

Ne pas retomber : Ne pas retomber et plus revenir à la guerre

Réconciliation : Promouvoir la réconciliation et la cohabitation pacifique

Guerre catastrophe : La guerre était une catastrophe et les Ituriens sont fatigués avec le conflit, donc il faut en parler pour le résoudre

Prévenir les enfants : Prévenir la future génération pour qu'ils évitent les mêmes erreurs

Les autres justifications :

Dialogue intercommunautaire. : Promouvoir le dialogue intercommunautaire

Connaître les causes : Connaître précisément les causes de la guerre

Partager à l'extérieur : Pour partager l'histoire avec les gens de l'extérieur

Vulgariser l'histoire : Pour vulgariser l'histoire à tout le monde

Connaître les méfaits : Connaître et parler des méfaits de la guerre

Éviter vengeance : Éviter la vengeance et la haine

C'est vrai : C'est vrai qu'il y a eu Guerre, donc il faut en parler

Développement : Promouvoir le développement

Tous sont victimes : Tous les Ituriens sont victimes de la guerre

Justice : Promouvoir et arriver à la justice

Parler franchement : Parler franchement et dire la vérité de ce qui s'est passé

Partager et apprendre : Partager avec les autres et apprendre ce qu'ils ont vécu

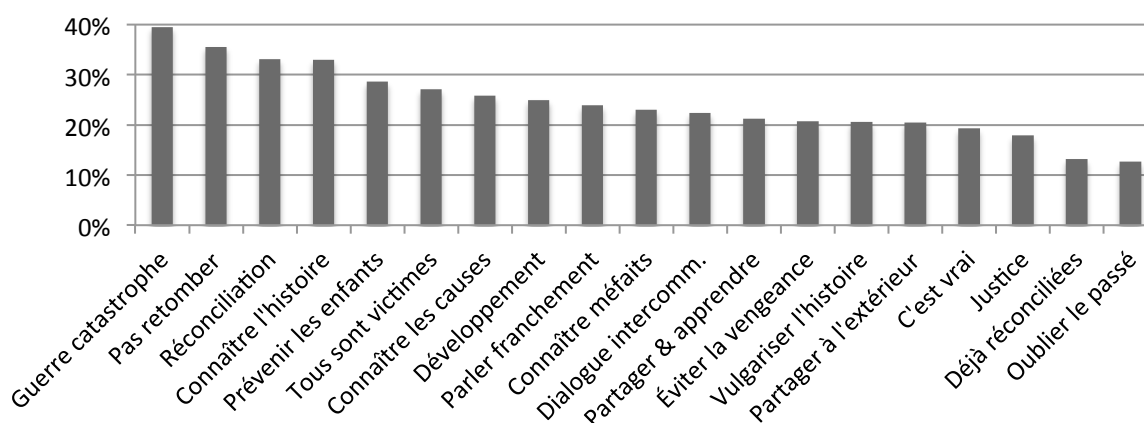
Oublier le passé : Oublier le passé et penser à l'avenir

Déjà réconciliés : Les Ituriens sont déjà réconciliés, donc ils peuvent parler de la guerre sans conflit

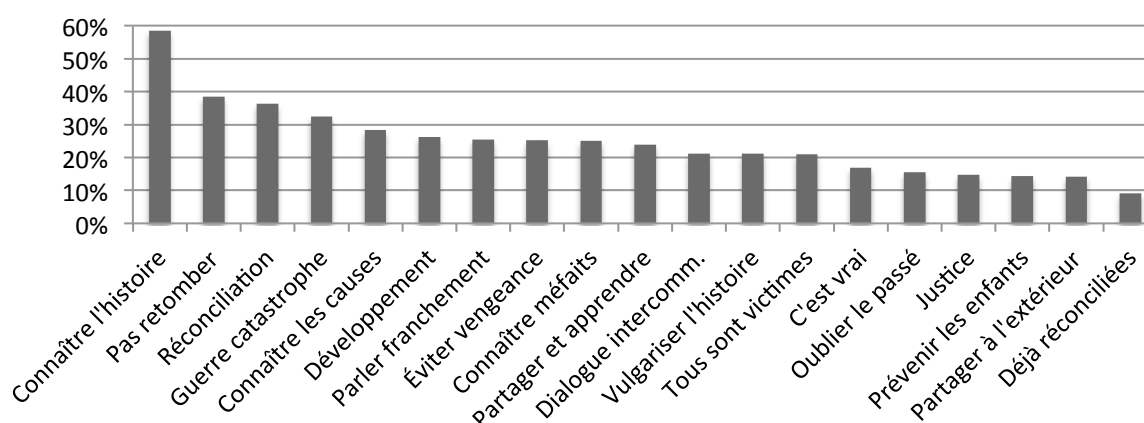
Systématiquement, les réponses ont cité la nécessité et la valeur de (1) connaître l'histoire de la guerre y compris les causes, les événements, et les responsables ; (2) ne pas retomber et plus revenir à guerre ; (3) promouvoir la réconciliation et la cohabitation pacifique ; (4) reconnaître que la guerre était une catastrophe qui a touché tout le monde et que les Ituriens sont fatigués ; et (5) prévenir la future génération pour qu'ils évitent les mêmes erreurs.²³ Le Tableau 08 présente les résultats pour ces trois questions.

Tableau 08 : Justifications pour le travail de mémoire

1. Pourquoi sont-les Ituriens prêts à se parler de l'histoire de la guerre ?

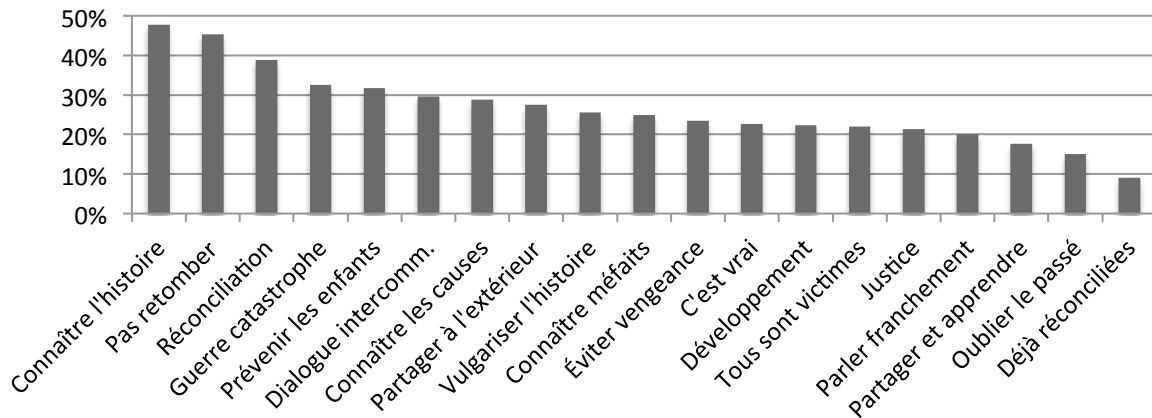


2. Pourquoi participer au processus de se parler ?



²³ Il y avait, pourtant, quelques communautés où ils ont trouvé la guerre comme un mal nécessaire.

3. Pourquoi rendre publique l'histoire de la guerre ?



2.1.2 Les résultats qualitatifs

Comme dans l'enquête quantitative, nous avons posé des questions sur les avantages d'un tel processus de concertation à toutes les parties prenantes ciblées dans les discussions. Plusieurs ont noté que l'un des plus grands avantages d'un processus plus institutionnalisé serait *l'unité* entre les communautés antagonistes :

« Il n'y aura pas un problème parce que les gens veulent parler et dire ce qui s'est passé. Ce sera une façon de créer la cohabitation entre les deux communautés. L'histoire n'est pas cachée comme la politique. » (Chefs locaux)²⁴

Mais plusieurs autres avantages étaient aussi cités (cfr. Tableau 09).

Tableau 09 : Avantages du travail de mémoire selon les parties prenantes

L'unité et la cohabitation pacifique

« Les avantages sont le métissage culturel, pour que les gens habitent ensemble et voient le futur ensemble. Ça pourrait également réparer la division ethnique puisque les gens voudront s'accepter » (Notable).²⁵

« [Rendre publique l'histoire] est une bonne piste de solution de mettre les communautés ensemble. Tels efforts doivent se faire souvent pour aider les gens à oublier. Etre à part va faire réfléchir les gens et vouloir la vengeance. » (Groupe des jeunes victimes)²⁶

Montrer les méfaits de la guerre pour qu'elle ne revienne plus

« Les gens sont morts. Les villages étaient détruits. On a tout perdu. Les gens doivent en savoir pour que cette guerre ne revienne plus. » (Chefs locaux)²⁷

²⁴ Chefs locaux, juin 2013

²⁵ Notable, juillet 2013

²⁶ Victimes, juillet 2013

²⁷ Chefs locaux, juin 2013

Documenter l'histoire pour que la future génération sache ses conséquences

« On ne peut pas la cacher. Cette guerre nous a retardés de 200 années. Nous commençons de zéro ! ... Les gens doivent connaître tout ce qui s'est passé. On doit tout dire pour éviter que la future génération ne commette les mêmes erreurs. On doit leur montrer les conséquences de cette guerre. » (Chef local)²⁸

Savoir les vraies causes de la guerre et écrire sa vraie histoire

« L'histoire [rendue publique] doit être la vraie histoire, pas ce que les gens pensent. Les acteurs doivent reconnaître leurs fautes et demander pardon. » (Chef local)²⁹

Résoudre les conflits actuels qui proviennent de la guerre

« Il y a un fort conflit par rapport à la terre et les parcelles, donc ceux-ci doivent être touchés [par le travail de mémoire]. Ce travail doit se lier aux problèmes de terre, des parcelles et des déplacés. L'histoire peut aider les gens à comprendre—il faut analyser le conflit mais cette analyse doit être participative, par toutes les parties. » (Leader religieux)³⁰

Oublier le passé (et focaliser sur la cohabitation et le développement)

« Le problème est que les élites intellectuelles n'ont jamais songé à organiser des débats dépourvus de tout sentiment : des débats scientifiques, des décisions scientifiques enfin de faire une nouvelle lecture de ce qui était passé pour arriver à oublier. C'est difficile d'oublier parce qu'on ne partage pas ses émotions. » (Leader intellectuel)³¹

Connaître et partager avec les victimes de l'autre communauté

« Ça pourrait nous amener l'unité et la pacification. Ce serait bon de savoir qu'il y a des autres victimes dans l'autre communauté et de partager nos expériences. » (Groupe de victimes)³²

Bien que la plupart des parties prenantes aient soutenu l'idée d'un processus encadré de parler de l'histoire de la guerre, la grande majorité a également reconnu que le succès d'un tel processus va dépendre de l'approche et la méthodologie. Nous retournerons à ce sujet dans la Section 4.

Ci-dessous, nous citons les propos de quelques leaders par rapport à cela :

« Personnellement, ça dépend de l'approche. Il faut engager les gens à la base pour réaliser une enquête sur qui a joué un rôle clef [pendant le conflit]. Il faut aussi bien choisir ceux qui vont participer. ... Tout dépend de la manière. Il faut que ça reste indépendant des mains des politiciens parce que les milices sont aujourd'hui les parties politiques. » (Leader religieux)³³

²⁸ Chef local, juin 2013

²⁹ Chef local, juillet 2013

³⁰ Leader religieux, juin 2013

³¹ Notable, juin 2013

³² Groupe de victimes, juillet 2013

³³ Leader religieux, juin 2013

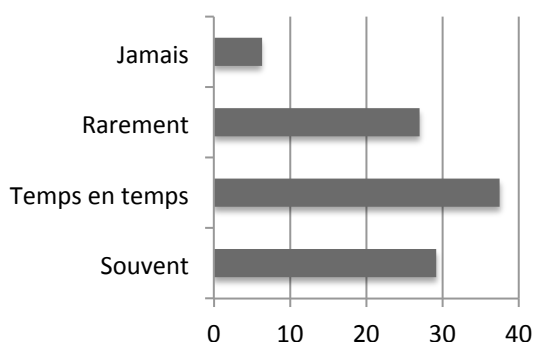
« C'est possible de rendre publique l'histoire, mais il faut avoir une bonne stratégie [parce que] il y a le risque de susciter la haine. La population Iturienne n'est pas bien informée---ils n'ont pas de la bonne information. » (Leader religieux)³⁴

2.1.3 La tendance à parler

Par ailleurs, nous avons aussi demandé aux gens (dans l'enquête quantitative et dans les discussions approfondies), s'ils sont habitués à parler déjà de l'histoire de la guerre. La plupart des personnes interrogées par l'enquête quantitative ont répondu, oui, d'habitude ils parlent de cette histoire dans leurs communautés (Tableau 10).

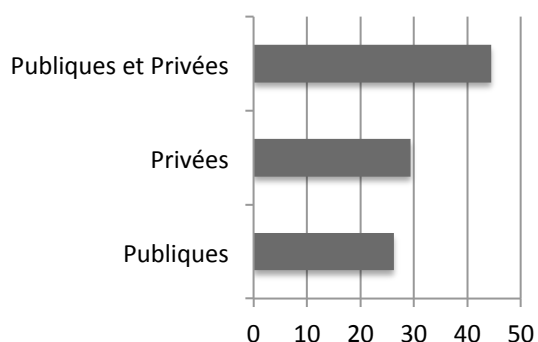
Tableau 10 : Tendance de la population générale à parler de l'histoire de la guerre

1. Dans votre communauté, les habitants discutent-ils l'histoire de la guerre ?*



*Aucune différence hommes/femmes
*Petite différence rural/urbain, mais pas significative
*Petite différence d'éducation, mais pas significative

2. Ces discussions sont-elles d'habitude publiques ou privées ?*



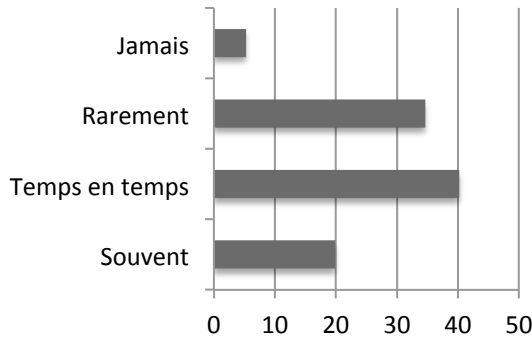
*Aucune différence hommes/femmes
*Aucune différence rural/urbain
*Petite différence d'éducation, mais pas significative

Dans l'enquête ciblée, les leaders ont exprimé un peu plus de réticence par rapport à la tendance de se parler, mais leurs réponses ont suivi le même modèle de soutien général (Tableau 11) :

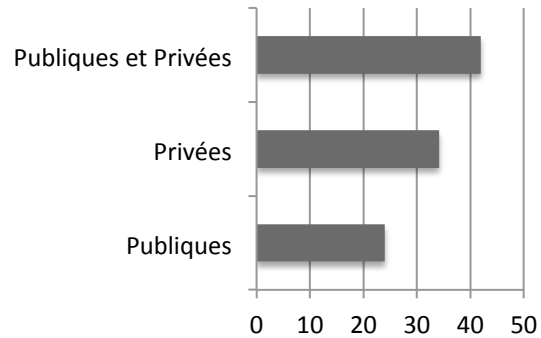
³⁴ Leader religieux, juin 2013

Tableau 11 : Tendance des leaders à parler de l'histoire de la guerre

1. Dans votre communauté, les habitants discutent-ils l'histoire de la guerre ?



2. Ces discussions sont-elles d'habitude publiques ou privées ?



La tendance de parler, exprimée par la population en général, doit être interprétée avec des qualifications clefs. D'abord, dans les discussions approfondies, nous avons perçu une forte méfiance entre les différentes communautés (Section 3.2.2). Par ailleurs, autant dans les discussions avec la communauté internationale à Bunia que dans celles avec les leaders et les victimes, presque tout le monde a exprimé que, malgré la réconciliation et la cohabitation qui existent aujourd'hui, c'est une réconciliation faible et apparente (Section 2.2.2).

Ce type de recherche, par ailleurs, ne peut pas bien reproduire le blocage psychologique qui peut aussi empêcher la transmission de l'histoire, et qui constitue une dimension importante du travail de mémoire non ciblée dans cette recherche. Malgré cela, comme nous évoquons dans la Section 2.2.1 ci-dessous, plusieurs parties, soit les leaders soit les victimes touchées par la guerre, ont noté que « *les gens ne parlent pas parce qu'ils ne veulent pas se rappeler.* »³⁵

Par ailleurs, bien qu'il y a eu la tendance dans les discussions de nous dire que les gens parlent de la guerre, lorsque nous avons précisé si les gens parlent de la guerre avec l'autre communauté ; les réponses étaient plutôt négatives.

Les groupes de victimes avec qui nous avons parlé ont souvent répété que les gens de l'autre communauté « *portent du mal dans leurs cœurs* » par exemple. Presque tous ont donné comme exemple de la réconciliation, l'interaction avec les autres communautés au marché, à l'école et à l'église, mais ils ont également cité le manque de confiance et du « vrai amour ». La majorité a dit qu'il est bien être ensemble – « *iko kabisa lazima kuwa pamoja* » – puisque ils étaient séparés pendant la guerre.

Une femme nous a raconté, par exemple, comme elle doit passer par un village de l'autre communauté pour vendre ses pommes de terre au bord du lac, c'est là où elle se croise avec cette communauté :

³⁵ Chef locaux, juillet 2013

« Il y a des victimes dans l'autre communauté aussi, » elle nous a dit, « mais comme c'était leur communauté qui a initié la guerre, ils ne disent pas la vérité de ce qui s'est passé. Ils n'ont pas du bon cœur. »³⁶

Selon une autre femme de la même communauté qui était là aussi, *« il n'y a aucun vrai amour entre les communautés. Les gens de l'autre communauté n'ont pas de compassion. Ils se moquent de nous ! »* La vendeuse a ajouté ici, *« c'est parce que les gens ne se comprennent pas. »³⁷*

Cette idée – que les gens ne se parlent pas parce qu'ils ne se comprennent pas – était exprimée dans les discussions avec les leaders aussi. Par exemple, parmi un groupe de chefs locaux, ils nous ont dit, *« les gens ne se parlent [de la guerre] pas parce qu'ils ne connaissent pas l'origine de la guerre. »³⁸* Ça veut dire, tant que les gens ne sont pas informés, tant qu'ils vivent dans l'ignorance, ils ne peuvent pas s'en parler. Nous trouvons cette idée importante pour le travail de mémoire et nous y retournerons ci-dessous dans la Section 3.2.1.

2.2 Les risques et défis du travail de mémoire

2.2.1 Les résultats quantitatifs

Malgré les résultats plutôt positifs par rapport au travail de mémoire en général, nous avons aussi constaté une forte réserve parmi les personnes interrogées par l'enquête quantitative et les discussions approfondies. Comme dit plus haut, nous avons posé les questions *pourquoi ?* et *pourquoi pas ?* à toutes les personnes interrogées dans les enquêtes, indépendamment de leurs réponses aux questions principales. Nous reconnaissons que, par rapport à ces types de questions, les gens peuvent avoir des opinions multidimensionnelles et parfois contradictoires. Donc, même si une personne a répondu qu'il faudra rendre publique l'histoire de la guerre, nous lui avons demandé de citer les raisons négatives pour ne *pas* le faire. Dans l'enquête, nous avons utilisé la liste suivante des réponses potentielles (Tableau 12) :

Tableau 12 : Justifications potentielles contre le travail de mémoire

Les justifications les plus citées :

Encore conflit/haine : La présence encore du conflit et de la haine en Ituri

Mensonges : Les mensonges

Déform. de l'info. : La déformation de l'information

Echec sensibilisation : L'échec de la sensibilisation

Blocage : Le blocage du processus par des acteurs de mauvaise volonté

Susciter haine : Le risque de susciter la haine, la colère ou la vengeance

Traumatisme : Le traumatisme et les douleurs des personnes touchées par la guerre

³⁶ Groupe de victimes, juillet 2013

³⁷ Victime, juillet 2013

³⁸ Chef locaux, juillet 2013

Les autres justifications :

Pas accepter vérité : Le risque que les gens ne vont pas accepter la vérité

Peur de parler : La peur de parler et de partager

Reprise de la guerre : La reprise de la nouvelle violence ou de la guerre

Pas soutien de gouv. : Le manque de soutien par le gouvernement

Pas connaissance : Le manque de connaissance de l'histoire de la guerre

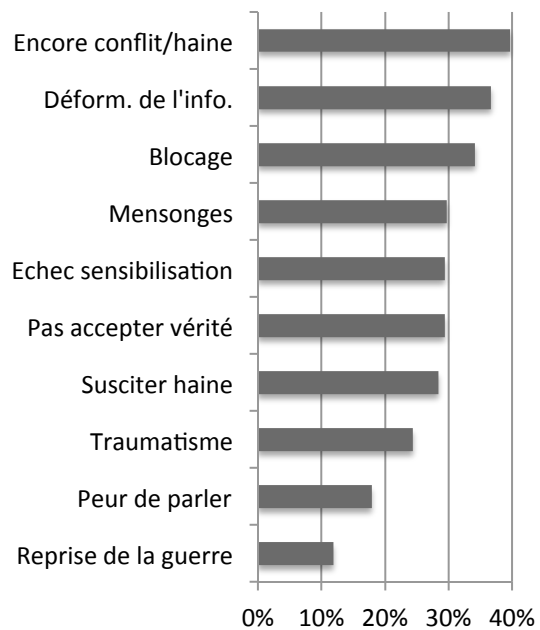
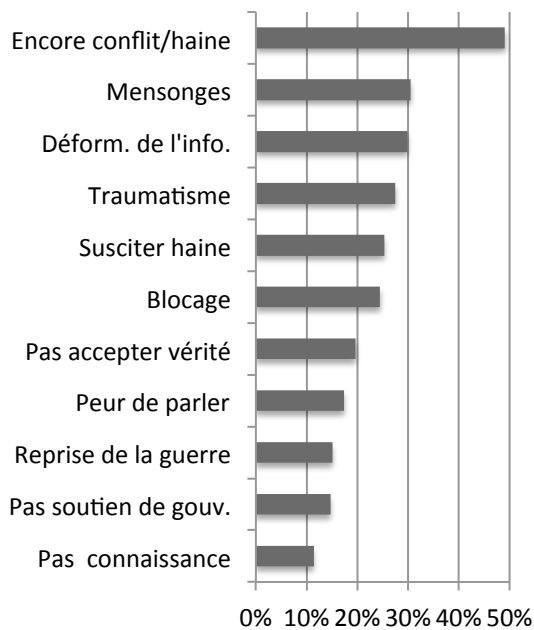
Surtout, les personnes interrogées ont cité les 5 raisons suivantes pour ne pas s'engager dans le travail de mémoire : (1) la présence encore du conflit et de la haine ; (2) le risque des mensonges, de la déformation de l'information donnée et de l'échec de la sensibilisation ; (3) le risque de blocage par les acteurs de mauvaise volonté (surtout ceux qui étaient impliqués pendant la guerre) ; (4) le risque de susciter la haine ; et (5) le risque du (re)traumatisme des victimes de la guerre.

Le Tableau 13 présente les résultats aux quatre questions qui ont touché ce sujet :

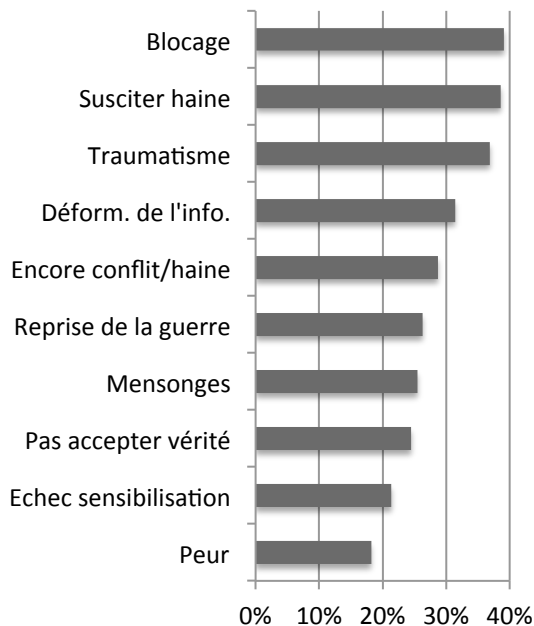
Tableau 13 : Justifications contre le travail de mémoire

1. Pourquoi les Ituriens ne sont-ils pas prêts à se parler de l'histoire de la guerre ?

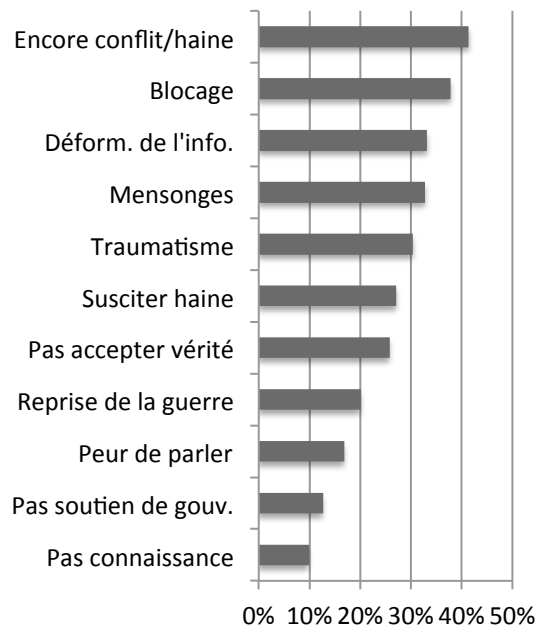
2. Pourquoi ne pas participer au processus de se parler publiquement ?



3. Quels sont les risques de se parler publiquement de l'histoire de la guerre ?



4. Pourquoi ne pas rendre publique l'histoire de la guerre ?



Nous soulignons dans les troisième et quatrième questions la tendance de citer « le blocage ». Le blocage apparaît comme une dimension importante de notre recherche, autant dans l'enquête que dans les discussions. Nous avons demandé aux gens, par exemple, de nous citer qui sont les acteurs qui pourraient bloquer un processus de se parler de la guerre et comment pourrions-nous éviter un tel blocage. Ils ont surtout cité ceux qui ont bénéficié de la guerre – tant au niveau international, national que local – et l'importance de la bonne sensibilisation, le bon choix des participants et la bonne gestion du système sécuritaire. Nous retournerons au sujet du blocage dans la Section 3.1.3 et à celui de comment l'éviter dans la Section 4.

2.2.2 Les résultats qualitatifs

Les risques et les désavantages du travail de mémoire étaient également exprimés dans les discussions approfondies. Dans ces discussions, nous n'avons pas seulement entendu souvent que la guerre en Ituri était une catastrophe mais aussi que lors de la guerre il y a eu des choses brutales que personne ne doit connaître. Il nous était présenté des photos des crimes horribles

Nous avons entendu des histoires des actes cruels. Un officiel d'une agence internationale nous a raconté cette histoire dans notre rencontre : lors d'un atelier organisé sur la cohabitation, l'un des participants s'est levé et a enlevé sa chemise, en révélant une grande cicatrice laissée par une machette. Il l'a montrée aux officiels en déclarant : « [nom de l'agence], vous voulez que j'accueille ceux qui m'ont fait ça ?! »³⁹

³⁹ Membre de la communauté internationale, juin 2013

Dans le Tableau 14, nous allons revoir les désavantages et risques du travail de mémoire les plus cités dans nos discussions avec des parties prenantes :

Tableau 14 : Désavantages et risques du travail de mémoire selon les parties prenantes

Réveiller les mauvaises mémoires et rouvrir les vieilles blessures

« On doit être prudent quand on travaille sur l'histoire pour ne pas réveiller les anciens ennemis. Ça pourrait avoir des très mauvaises conséquences. » (Membre de la société civile)⁴⁰

Cacher la vérité : « la deuxième rencontre »

« Il n'y aura pas de risques si la rencontre est bien organisée. Mais le risque c'est toujours le langage caché, que les gens ne donnent pas leur vrai point de vue. Ils vont se rencontrer après la réunion officielle pour prendre la décision non officielle. Il y a toujours la deuxième rencontre où ils vont prendre la vraie décision. » (Chefs locaux)⁴¹

Accuser et doigter (même pour la CPI)

« Nous avons besoin de la justice en Ituri – pas vraiment au niveau de la CPI, mais plus locale. Il faut le faire pour qu'il ne provoque pas les nouveaux conflits : par exemple, celui de ma communauté a été condamné mais celui de votre communauté a été acquitté. Au niveau de la population, ils savent qui sont les responsables, mais ils ont appris comment vivre ensemble et ça c'est positif. » (Leader religieux)⁴²

Mauvais sentiments et vengeance pour ceux qui ressentent la honte

« Il y a ceux qui gardent leur haine, pour eux ce processus [du travail de mémoire] peut réveiller les mauvaises mémoires et blessures. Il y a toujours le risque de vengeance. » (Membre de la société civile)⁴³

Pas de crédibilité des représentants et déformation de l'information

« Ce serait bon de se rencontrer mais ce serait aussi possible que ceux qui viennent à la rencontre soient ceux qui ne connaissent pas l'histoire. Donc les participants doivent être les vrais acteurs et les vraies victimes. » (Chefs locaux)⁴⁴

« Invitez-moi chez vous et je vais en parler. L'histoire de l'Ituri a été abusée. ... Moi je suis acteur et victime donc je connais l'histoire. ... Il y a beaucoup de manipulation. Les gens ne vont pas avoir confiance [dans le processus du travail de mémoire]. » (Autorité politico-administrative)⁴⁵

Blocage du processus par les personnes de mauvaise volonté (qui ont bénéficié)

« Nous sommes tous humains. La majorité va soutenir [le travail de mémoire] mais une minorité ne va pas le soutenir. Le blocage viendra d'au-dedans [la RDC] par ceux qui ont appris à vivre et à profiter de la guerre, et d'au-dehors par les groupes qui ont consommé les fruits de la guerre. .. Ils ont bénéficié de notre richesse. Ils sont là : les saboteurs, les

⁴⁰ Membre de la société civile, juillet 2013

⁴¹ Chef locaux, juillet 2013

⁴² Leader religieux, juillet 2013

⁴³ Membre de la société civile, juillet 2013

⁴⁴ Chef locaux, juillet 2013

⁴⁵ Autorité politico-administrative, juillet 2013

‘acteurs de mauvais goût’ [RIRES]. » (Chefs locaux)⁴⁶

Refuser d’accepter la responsabilité

« Les communautés sont d’accord [de rendre publique l’histoire], mais par rapport à ce qui s’est passé et pourquoi – la vérité – ils ne seront pas d’accord. Chaque communauté va se défendre et accuser l’autre. » (Membre de la société civile)⁴⁷

Le « blocage psychologique »

« Le trauma des victimes va bloquer [le processus du travail de mémoire]. Ils auront peur et ils ne vont pas parler pour se préserver. C’est important de bien choisir le lieu [de la rencontre] — par exemple, les Lendu auront peur de venir à Fataki. C’est également important de bien choisir les participants. » (Chefs locaux)⁴⁸

A la fin, nous avons aussi trouvé quelques leaders des communautés qui étaient vraiment contre l’idée de rendre publique l’histoire de la guerre. Sans les mentionner, nous voudrions les citer comme exemple des groupes qui pourraient être une source de blocage pour le travail de mémoire (nous retournons à ce sujet dans la Section 4.4.3) :

« Il y a des organisations qui essayaient de [rendre publique l’histoire] mais chez [l’autre communauté] il y a l’hypocrisie. Rendre publique l’histoire n’amènera pas une solution parce que les gens se parlent déjà. La réconciliation va s’imposer elle-même avec le temps. Nous ne pouvons pas attendre plus maintenant. On doit consolider la paix qui existe déjà. Réunir les gens à se rappeler pourrait être plus négatif que de laisser les choses évoluer d’elles-mêmes. Il faut se focaliser sur l’avenir et le développement—il faut avoir des initiatives philanthropiques et concrètes. » (Membres de la société civile)⁴⁹

Ici, cette communauté a utilisé *l’avenir et le développement* comme justification de ne pas engager le travail de mémoire, pendant que avec les autres, les deux étaient cités comme justification *pour* ce travail. Ils ont conclu que le travail de mémoire peut interrompre la paix et la réconciliation fragile qui est arrivé « avec du temps ». Ce n’était pas une tendance forte parmi nos enquêtés, mais elle a néanmoins existé. Dans la Section 4 sur comment réaliser le travail de mémoire, donc, nous suggérons que le travail de mémoire doit commencer avec un projet « pilote » dans une communauté où cette tendance n’existe pas.

2.2.3 La réconciliation apparente

Dans les discussions, nous avons constaté une reconnaissance presque généralisée du fait qu’aujourd’hui il y a la réconciliation en Ituri, bien que ce soit une réconciliation apparente et faible qui demande un processus bien encadré de concertation pour la consolider (et/ou qui demande le développement économique). Pour conclure cette Section sur les résultats, nous présentons les réponses qui concernent la réconciliation « apparente » et ses

⁴⁶ Chef locaux, juillet 2013

⁴⁷ Membre de la société civile, juillet 2013

⁴⁸ Chef locaux, juillet 2013

⁴⁹ Membres de la société civile, juillet 2013

implications pour le travail de mémoire.

Nous avons posé la question à toutes les parties interrogées dans les discussions si les Ituriens étaient déjà réconciliés. Presque toutes les réponses – que ce soit des officiels de la communauté internationale, ou des leaders, ou encore des victimes – étaient dans le cadre de « *oui, mais c'est une réconciliation apparente* » ou « *oui ils se sont réconciliés, mais c'est parce qu'ils sont obligés à vivre ensemble.* »⁵⁰ Cela veut dire, il y a la réconciliation aujourd'hui, cependant dans une forme superficielle qui ne provient que du travail et des besoins réels des peuples eux-mêmes.

Ceux qui ont cité la réconciliation ont parlé des marchés, des écoles, des églises, des boissons et repas partagés et des mariages. Une autorité politique, par exemple, a donné comme exemple un couple Lendu/Hema de Djugu qui a divorcé pendant le conflit et qui s'est remarié après quand la paix est revenue.⁵¹ Comme dans l'enquête quantitative, quand nous avons posé la question, est-ce que les gens se parlent de la guerre aujourd'hui (Section 2.1.3), la plupart ont répondu, « *oui, ils se parlent !* » : ils se parlent au marché, ils se parlent en partageant un verre ou un repas, ils se parlent à l'église ; parfois, ils se menacent, mais dans l'esprit de blaguer. Effectivement, cette idée que les gens parlent était exprimée dans 40% des discussions, alors que l'idée que les gens n'en parlent *pas* était exprimée seulement dans 12%.

Mais, malgré les marchés et les églises, les discussions ont généralement qualifié la réconciliation comme une *obligation* : « *Les Hema et les Lendu sont obligés à manger ensemble, à aller au marché ensemble, mais c'est une réconciliation vide !* » (Membre de la société civile).⁵² Et de cette obligation, selon la plupart de nos discussions, provient une *réconciliation apparente* :

« On peut comprendre la réconciliation comme le rétablissement des relations entre les communautés et peut-être c'est déjà arrivé, mais seulement dans une forme apparente. » (Membres de la société civile)⁵³

Par ailleurs, l'idée que la vraie réconciliation est bloquée par la mauvaise gestion du conflit foncier était exprimée souvent par presque toutes les parties prenantes sondées, surtout ceux de la société civile et la communauté internationale. Le conflit foncier se manifeste sous différentes formes en territoires d'Irumu, Djugu et Mahagi. À Djugu, les acteurs ont cité le problème de retour. En Irumu, ils ont cité les conflits agriculteur/éleveur. Partout, ils ont cité les problèmes des limites.

Selon le chef d'une agence de la communauté internationale, par exemple, le conflit foncier présente un blocage au travail de mémoire comme il bloque les Ituriens qui veulent rentrer chez eux :

⁵⁰ Membres de la société civile, juillet 2013

⁵¹ Autorité politico-administrative, juillet 2013

⁵² Membre de la société civile, juillet 2013

⁵³ Membres de la société civile, juillet 2013

« Avec la guerre, il y a eu un grand mouvement de la population, qui existe toujours aujourd'hui. Chacun a sa propre interprétation de l'histoire. Ils vont dire, 'vous n'êtes pas d'ici. C'est la guerre qui vous a amené ici ! ... Votre étude sera limitée car les gens veulent rentrer chez eux, mais ils ne peuvent pas. Ils vivent toujours dans les conséquences de cette guerre ! »⁵⁴

C'était répété par des leaders communautaires aussi :

« Ce n'est pas facile ni partout. Je donne un exemple : ma communauté occupait une partie dans ce territoire et une autre dans cet autre territoire. Quand il y a eu conflit ma communauté a été chassée. Et maintenant que la réconciliation revient petit à petit ma communauté décide de regagner son territoire, mais les autres disent « vous n'allez plus mettre votre pied ici ! ». (Leader intellectuel/notable)⁵⁵

Selon un leader religieux, par ailleurs *« la société est mélangée au niveau des marchés, des églises, des écoles, mais pas au niveau des parcelles. »⁵⁶* Un autre leader religieux nous a raconté une histoire d'un atelier qu'il avait organisé sur la réconciliation. L'un des participants s'était levé et avait protesté, *« comment puis-je me réconcilier quand il y a l'autre qui habite dans ma maison ?! »⁵⁷* Parfois, nous avons écouté le discours que l'Ituri était comme une *« mosaïque »* avant la guerre, mais aujourd'hui il est tout à fait divisé : *« Fataki, Kobu, Kpandroma, Mudzipela, Chem-Chem ..., avant la guerre ils étaient mixtes ! »* selon le leader religieux cité ci-dessus.⁵⁸ Et selon un officiel de la communauté internationale, *« l'Ituri c'était une terre mosaïque. »⁵⁹*

Donc, selon plusieurs leaders et parties prenantes, le conflit foncier bloque la vraie réconciliation en Ituri. Nous sommes d'accord, mais selon nous, le conflit foncier peut présenter un blocage au niveau du discours aussi. Dans la Section 3.2.2, par exemple, nous présentons le discours que, tant que le conflit foncier n'est pas fini, la guerre elle-même n'est pas finie. Maintenant, cependant, nous présentons les autres dimensions de la réalité Iturienne qui constituent les contextes dans lesquels le travail de mémoire devra se dérouler.

⁵⁴ Membres de la communauté internationale, juin 2013

⁵⁵ Notable, juin 2013

⁵⁶ Leader religieux, juin 2013

⁵⁷ Leader religieux, juin 2013

⁵⁸ Leader religieux, juin 2013

⁵⁹ Membre de la communauté internationale, juin 2013

3 Les contextes : les conditions sociales et le discours pertinent

L'Ituri présente un portrait complexe et sensible. Il y a l'opportunité pour une consolidation d'une paix fragile. En même temps, il y a plein de risques. Cette Section s'occupe de ces contextes qui constituent la réalité Iturienne et que le travail de mémoire devra prendre en considération. Nous focalisons notre attention sur les conditions sociales, économiques et politiques mais aussi les conditions « culturelles », cela veut dire les discours qui reflètent et influencent les perceptions des Ituriens, dans lesquels ce travail va se dérouler. Nous commençons avec les contextes socio-économiques et politiques.

3.1 Les conditions sociales, économiques et politiques

3.1.1 L'Ituri comme une « bombe à retardement » (et le pessimisme de la communauté internationale)

Bien que nous ayons trouvé les attitudes pessimistes par rapport aux possibilités du travail de mémoire à travers presque toutes les discussions, c'était surtout parmi les officiels de la communauté internationale où nous avons constaté ce pessimisme de manière forte. Plusieurs, en fait, étaient étonnés que nous étions intéressés par une telle question :

*« Rendre publique l'histoire ? Par qui ?! L'Etat n'est pas là ! Une commission vérité et réconciliation demande des structures et institutions. Il faut faire confiance dans les institutions ! Je serais surpris si les gens disaient qu'ils voulaient cela. Ils demanderaient, 'pour quelle but ?' La réalité de la présente situation est la pauvreté, l'insécurité, le manque du gouvernement, la corruption. Ce sont ceux qui importent. »
(Chef d'une agence de la communauté internationale)⁶⁰*

Nous avons cité ci-dessus les propos d'un chef d'un bureau de la communauté internationale qui nous a donné son opinion privée, comme exemple du pessimisme de la communauté internationale. Mais c'était presque partout chez les parties internationales que nous avons retrouvé les mêmes réactions : pas de volonté politique, plein des conflits actuels pas résolus, chômage et pauvreté, l'insécurité, méfiance et haine entre les communautés, milliers des armes à feu pas remises : cela veut dire, une bombe à retardement qui rend la situation trop sensible pour un tel processus de vérité.

La liste a souvent inclus :

- (1) la présence du M23 et des milices chez les Walendu Bindi et à Mambasa ;
- (2) un grand nombre des armes cachées qui n'ont pas encore été remises ;
- (3) la présence de plusieurs conflits fonciers comme ceux des limites, de retour/des déplacés, des enclaves et des conflits éleveurs-agriculteurs ;
- (4) milliers des jeunes démobilisés (les « taximen ») pas encadrés ni par l'Etat ni par les autorités locales, qui sont en même temps manipulables ;
- (5) une pauvreté grave, exacerbée par le chômage, qui pousse les gens à voler, voire à tuer ;
- (6) les conflits liés aux ressources naturelles comme l'or et le pétrole ;

⁶⁰ Membre de la communauté internationale, juin 2013

- (7) une forte méfiance entre les communautés et la présence des rumeurs, mensonges et suspicion qui bloquent la réconciliation ; et
- (8) les événements du 20-21 novembre 2012 comme exemple de la sensibilité.⁶¹

Bien sûr, la plupart de ces conflits existent comme conséquences de la guerre—c'était la raison pour laquelle plusieurs officiels nous ont dit que « *les Ituriens vivent toujours dans les conséquences de cette guerre.* »⁶²

En somme, presque tous les officiels de la communauté internationale ont trouvé que l'Ituri n'était pas prêt pour le travail de mémoire. Les risques, selon eux, sont d'un côté, l'échec du processus, mais de l'autre, le réveil de la violence.

Ce n'était pas seulement la communauté internationale, cependant, qui a cité la présence de plusieurs conflits et tensions en Ituri. Nous avons beaucoup entendu, par exemple, sur les « coupeurs des routes » qui attaquent même leurs « frères » de la même communauté. Quand nous avons posé la question aux groupes des victimes, par exemple, « seriez-vous prêts à présenter votre propre histoire (de la guerre) ? », souvent les réponses étaient du genre : « *il n'y aurait de problèmes, mais j'aurais peur d'y arriver à cause des coupeurs des routes.* »⁶³

« *Les gens ont peur* » était répété souvent : peur des routes, peur de passer par les villages des autres, peur de rentrer dans les villages où ils se sont battus, peur de se parler. Effectivement, « bien choisir le lieu de la rencontre » et « renforcement du système sécuritaire » étaient parmi les stratégies les plus citées pour éviter le blocage d'un processus de parler publiquement sur l'histoire de la guerre (Section 4). Nous interprétons ces résultats à deux niveaux : d'abord, les « coupeurs des routes » présentent toujours une source de l'insécurité. Mais de l'autre côté, il y a encore la peur d'aller aux villages ou de passer par les villages de l'autre communauté. Donc « bien choisir le lieu de la rencontre » veut dire, choisir un lieu où il ne faudra pas risquer de rencontrer les bandits sur la route ou de se trouver dans le terrain de l'autre.

Et, enfin, cette peur fait partie du discours que « la guerre n'est pas finie » : « *le problème est la peur : est-ce que la guerre est finie ? Puis-je faire confiance ?* »⁶⁴ Nous constatons que l'un des grands buts du travail de mémoire c'est de combattre cette peur et ce fait que la guerre n'est pas finie. Même s'il ne peut pas garantir la sécurité, il peut selon nous, aider les Ituriens à commencer à se confier. Nous retournons à ce sujet dans la Section 3.2 sur les discours réconciliateurs et divisionnistes.

⁶¹ Le 20 et 21 novembre 2012, les masses ont pillé plus de 36 bâtiments de la MONUSCO, quelques agences humanitaires et de la communauté internationale et les maisons des employés de la communauté internationale et les agences humanitaires. UNSC, *Letter dated 19 July 2013 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1533 (2004) concerning the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council.*

⁶² membre de la communauté internationale, juin 2013

⁶³ Groupe de victimes, juillet 2013

⁶⁴ Membre de la société civile, juin 2013

3.1.2 La faiblesse de l'Etat

Presque toutes les parties prenantes ciblées dans nos discussions ont cité la faiblesse de l'Etat Congolais, qui selon eux doit normalement s'occuper de ce type de travail (un officiel de la communauté internationale a dit, « *il n'est pas seulement faible, il cultive la faiblesse !* »).⁶⁵ Ils ont cité le manque de leadership et de la volonté politique nécessaire ; la faiblesse du système judiciaire ; la faiblesse du système sécuritaire ; et la présence en Ituri d'acteurs politiques qui profitent de l'insécurité.

Ce discours n'était pas limité aux membres de la communauté internationale. Même les acteurs politiques et les leaders de la société civile congolais ont cité la faiblesse de l'Etat comme l'un des grands obstacles. Ici, nous citons intégralement un notable qui a beaucoup réalisé dans son travail ce que, selon lui, doit être la responsabilité de l'Etat :

« J'ai ici une association coopérative, j'ai fait l'extension chez [l'autre communauté] en terme de réconciliation. Mais c'est à l'Etat Congolais d'organiser des choses comme ça ! Mais ici au Congo si vous voyez bien, si vous faites votre analyse, vous trouverez que ce sont des ONG qui font 99% des choses en terme de réhabilitation, en terme d'assistance, en terme de réconciliation, vous voyez la place de l'Etat ? ... C'est à l'Etat ! : La sensibilisation, la vulgarisation des messages de paix, la réconciliation et aussi contribuer pour la réparation. C'est son pays, ce sont ses gens, l'Etat doit, donc, jouer un très grand, grand rôle. » (Notable)⁶⁶

Selon une autorité politico-administrative, par ailleurs, « *pour les Ituriens, personne n'a confiance à Kinshasa. Ils sont comme un nouveau Belgique qui est arrivé à nous coloniser !* »⁶⁷ Et selon plusieurs autres leaders et représentants locaux, cette faiblesse était la première cause du conflit actuel en Ituri.

En même temps, comme noté dans la Section 4, l'Etat était l'acteur le plus cité comme responsable pour le processus de rendre publique l'histoire. Donc il y a une contradiction : l'Etat doit prendre sa responsabilité, mais l'Etat est trop faible, ou il n'a pas la volonté politique, pour le faire et, par ailleurs, l'Etat est à une certaine mesure impliquée dans le conflit (Section 3.1.3). Nous retournons à ces différentes dimensions dans les Sections précitées.

3.1.3 Les relations de pouvoir : le blocage, les leaders écoutés et les extrémistes

Toutes les parties, soit les leaders coutumiers, soit les autorités politico-administratives, soit les groupes des victimes, ont cité le risque du *blocage*. « Blocage » peut avoir plusieurs définitions. Dans l'enquête nous avons posé les questions suivantes (Tableau 15) :

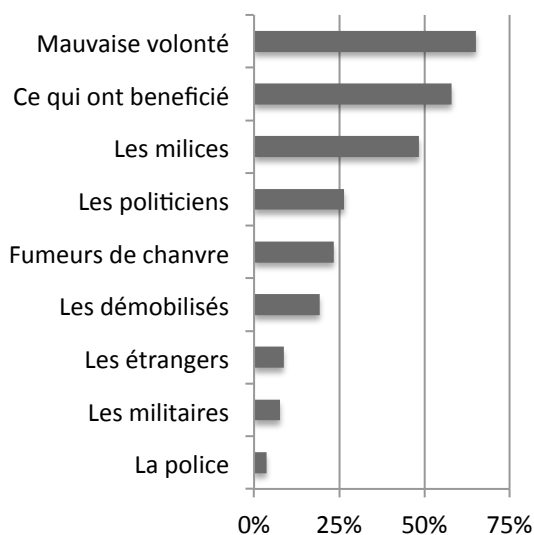
⁶⁵ Membres de la communauté internationale, juin 2013

⁶⁶ Notable, juin 2013

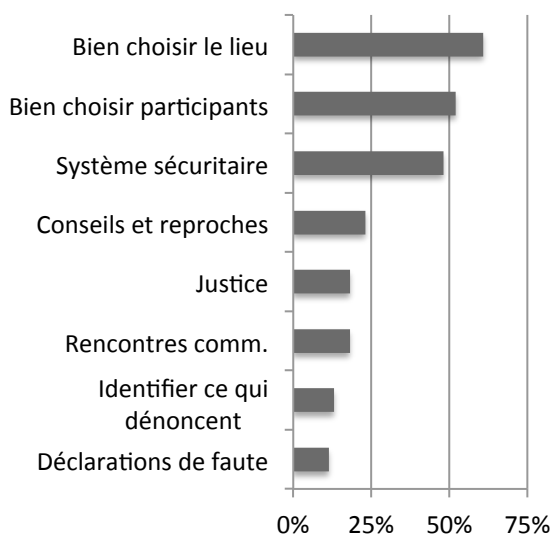
⁶⁷ Autorité politico-administrative, juillet 2013

Tableau 15 : Blocage du travail de mémoire

1. Qui sont les acteurs qui peuvent bloquer un processus de se parler publiquement de l'histoire de la guerre ?



2. Comment peut-on éviter tel blocage ?



La source la plus citée était « les acteurs de mauvaise volonté ». Ces acteurs sont, selon nous soit comme « ceux qui ont bénéficié » soit comme ceux de « l'autre communauté » qui n'ont pas du bon cœur. Surtout dans les discussions, les gens ont cité « ceux qui ont profité de la guerre », par exemple :

« Les multinationales qui peuvent profiter de la situation [de conflit] et qui ont financé les groupes armés ... et les étrangers qui pillent les ressources naturelles comme le pétrole et le bois. » (Membres de la société civile)⁶⁸

Par ailleurs, presque toutes les parties ciblées dans les discussions ont cité l'Etat à Kinshasa comme une forte source de blocage. Une autorité politico-administrative nous a dit, par exemple :

*« Au niveau de l'Ituri, ils vont soutenir une commission vérité et réconciliation, mais pas au niveau de Kinshasa parce qu'ils savent que le jour arrivera quand ils seront impliqués. ... Ici en Ituri les gens avancent à cause des leurs initiatives privées, sans le soutien du gouvernement. »*⁶⁹

Ceux que nous avons interrogés ont également cité « les politiciens » et « les leaders » au niveau de l'Ituri comme source de blocage à cause de leurs intérêts dans la guerre et le conflit:

⁶⁸ Membres de la société civile, juillet 2013

⁶⁹ Autorité politico-administrative, juillet 2013

« Quelques chefs ... ont bien géré après le conflit mais d'autres ont utilisé le conflit pour le pouvoir—la guerre les a légitimé ! Donc ils peuvent être un blocage au processus de dialoguer. » (Leader religieux)⁷⁰

À part « ceux qui ont bénéficié », la plupart des discussions ont touché le sujet des « extrémistes ». Les extrémistes sont les leaders qui sont écoutés et au même moment qui utilisent les mots et les discours choquants. Selon la plupart des leaders coutumiers, notables et leaders de la société civile, les extrémistes ont joué un rôle clé (toujours dans « l'autre communauté ») au début de la guerre. Ils ont cité également les extrémistes comme déclencheurs de la guerre. Mais ils ont également cité les extrémistes d'aujourd'hui, qui sont au pouvoir, soit politiquement soit intellectuellement :

« Il y a des extrémistes dans chaque communauté—certains intellectuels qui ont joué un rôle dans le conflit. Ils créent des tensions pour en profiter. [Les ONG] ont beaucoup fait, mais les responsables essayent de les bloquer. Ils disent que [les ONG] n'ont pas le mandat. » (Notable)⁷¹

Ces discours extrêmes ont d'influence, par ailleurs, à cause de son caractère manipulable dès « la base » :

« A la base les gens sont manipulables. Les politiciens sont influents, même les chefs coutumiers, qui ont toujours les députés derrière. Ceux qui ont commencé la guerre sont toujours au pouvoir. Ils causent des problèmes toujours. » (Leader religieux)⁷²

Nous avons entendu quelques fois, par ailleurs, que les extrémistes sont ceux qui connaissent les vraies causes de la guerre, mais qui ne les révèlent pas. Selon un groupe de chefs locaux, par exemple, « les autorités coutumières connaissent les causes de la guerre, mais ils ne les disent pas ! » Selon nous, c'est un défi au travail de mémoire mais aussi une opportunité de « démocratiser » la vérité et la circulation de l'information qui la concerne.

Enfin, cependant, presque toutes les parties, soit les chefs locaux, soit les notables, soit les intellectuels, ont conclu que, malgré les difficultés et défis posés par les extrémistes par rapport au travail de mémoire, il faudra toujours les impliquer. Selon un membre de la société civile, par exemple, « les ONG peuvent commencer leur travail mais ils seront bloqués par les leaders s'ils n'étaient pas invités, donc il faut les impliquer. »⁷³ « Les Ituriens suivent les leaders fortement et les leaders donnent des instructions, » selon le chef d'un bureau de la communauté internationale, « donc il faut les impliquer. »⁷⁴

Le rôle des *leaders* en Ituri, donc, est un sujet important pour le travail de mémoire : *qui représente qui ?* Ce n'est pas une question facile à répondre. Selon un représentant de la société civile, par exemple, quand les leaders communautaires viennent de l'intérieur à Bunia pour rencontrer ceux de Bunia, ces derniers ne sont pas intéressés à participer. Il y a

⁷⁰ Leader religieux, juillet 2013

⁷¹ Notable, juillet 2013

⁷² Leader religieux, juin 2013

⁷³ Membre de la société civile, juin 2013

⁷⁴ Membre de la communauté internationale, juin 2013

une tension par rapport à qui sont les vrais représentants des communautés.⁷⁵ Les extrémistes et les leaders sont écoutés, mais pas tous au même niveau. Il y a ceux qui sont *plus* écoutés, ceux qui exercent *plus* d'influence. Selon un groupe des représentants et des leaders de la société civile, les leaders locaux peuvent s'occuper des petits conflits, mais pas des grandes choses comme l'histoire de la guerre et les grands conflits entre les communautés. Ici c'est toujours le terrain des *grands leaders*—les chefs des collectivités, les députés, et les grands représentants des communautés à Bunia. En même temps, c'est toujours chez eux, cependant, où se trouvent la plus forte résistance et le plus grand risque du blocage. En somme, donc, comme moyen de réaliser le travail de mémoire, par rapport au blocage, aux extrémistes et aux rôles des leaders, il faut toujours les impliquer, mais d'une manière stratégique. C'est le grand sujet de la dernière Section.

Pourtant, ce n'était pas seulement « les extrémistes », « les politiciens » et « ceux qui ont bénéficié » qui étaient cités comme bloqueurs du processus. Il y avait aussi ceux qui ont cité le blocage « culturel » ou « l'auto blocage ». Avant de conclure cette Section, nous citons intégralement un leader intellectuel. Nous retournons à ce sujet dans la Section 3.2.2 :

« Oui, il y a des acteurs qui ne veulent pas que l'histoire soit dite objectivement. Mais il y a aussi un élément de notre culture qui bloque. Tout le monde pense qu'ils sont les victimes. Par exemple, à [mon village de naissance], j'ai dit aux gens qui [la communauté d'origine] avaient aussi fait quelque chose pour que la destruction arrive. Mais les gens ne veulent pas se demander, 'où est ma part ?' Ils ne veulent pas prendre leur responsabilité. »⁷⁶

3.2 Les discours réconciliateurs et divisionnistes

Bien que la Commission Vérité et Réconciliation de 2003 à 2006 ait eu comme but « la reconnaissance des responsabilités individuelles et collectives des torts et des crimes » et ait également promis d'envoyer les « crimes de guerre » à la CPI, le travail de mémoire est bien plus que la *responsabilisation*. C'est un travail qui évoque et suscite plusieurs discours (comme ceux liés à la responsabilisation). Dans cette Section il s'agit de ces discours, surtout ceux que nous avons rencontrés pendant nos discussions approfondies. Nous les répartissons entre les discours « réconciliateurs » et « divisionnistes ». L'idée principale de la Section est que le travail de mémoire devra prendre tous ces discours en considération, soit comme des opportunités soit comme des défis. Ici, nous présentons les deux côtés pour préparer et motiver la dernière Section sur *comment réaliser* le travail de mémoire.

3.2.1 Les discours réconciliateurs

Lors de nos discussions et entretiens, nous avons constaté plusieurs discours et sujets qui, selon nous, présentent les opportunités pour le travail de mémoire de réconcilier et de reconstituer les différentes histoires qui prolifèrent en Ituri, surtout les deux principes que : « nous ne maîtrisons pas les causes de cette guerre, mais nous avons le droit de connaître » et « les Ituriens sont fatigués et ne veulent plus de cette guerre. »

⁷⁵ Membre de la communauté internationale, juillet 2013

⁷⁶ Notable, juillet 2013

« Quelle guerre ? »

Dans l'une de nos rencontres avec des leaders locaux, un vieux sage nous a dit, « *les gens disent souvent, 'il y a eu Guerre, il y a eu Guerre !'* » A ce moment il s'est arrêté au milieu de son explication, il nous a regardé et il a continué doucement: « *mais quelle guerre ?* »⁷⁷ Alors, il a expliqué que, malgré que tout le monde ait subi la guerre en Ituri, et malgré que beaucoup d'Ituriens aient donné une grande participation, les Ituriens ne maîtrisent pas pourquoi la guerre est arrivée chez eux. Ils ne connaissent pas à qui appartenaient les mains qui leur ont joué. C'était répété par un leader religieux, qui nous a dit, « *la grande question c'est le pourquoi* ». ⁷⁸

A la question de *quelle guerre* est liée l'idée que la guerre a des causes, des éléments déclencheurs et des éléments aggravants. Lors de nos discussions, bien que presque tout le monde ait su que tel groupe est arrivé à les massacrer ou bien que les premiers événements du conflit étaient dans la collectivité de Walendu Pitsi en 1999, ils ne maîtrisaient pas bien *pourquoi* ce groupe est arrivé ou *comment* ces petits conflits ont abouti aux grands massacres. Dans ce rapport, nous ne nous occupons pas des explications de la guerre. Comme précité, il y a déjà des études approfondies et objectives sur les causes de la guerre. Daniel Fahey, par exemple, a réalisé une telle enquête, basée sur autres études et sur sa propre recherche sur le terrain.⁷⁹ Selon Fahey :

*Le début de la guerre était lié aux actions et événements spécifiques dans la collectivité de Walendu Pitsi. Le militaire ougandais a mal géré les problèmes chez Walendu Pitsi et a contribué considérablement à l'intensification des hostilités parce que s'était plus focalisé sur l'exploitation des ressources que sur la bonne gouvernance du district. Donc, la guerre était le produit du contexte historique de pouvoir entre les leaders Hema et Lendu qui se sont croisés avec les aspirations contemporaines hégémoniques et économiques de l'Ouganda.*⁸⁰

Cela veut dire, les événements au début de la guerre proviennent des objectifs, stratégies et décisions des acteurs Ituriens et aussi de l'extérieur. Fahey révisé aussi des théories sur les origines plus approfondies de la guerre. Il divise les théories propagées d'abord entre celles historiques comme la colonisation et celles plus récentes comme les conflits portés sur les concessions. Il traite aussi les théories sur la culpabilité : des différentes communautés, de l'Etat, des individus précis et des acteurs externes. Au total, il trouve au moins 16 théories différentes sur l'origine de la guerre et celles qui portent la responsabilité. Ces théories sont à la fois académiques et populaires.

Lors de nos discussions, nous avons entendu toutes ces théories. Nous avons croisé cette prolifération et méconnaissance parmi les trois territoires d'Irumu, Djugu et Mahagi. Dans l'annexe, nous citons quelques autres exemples des réponses données par les différentes parties. Ici, nous présentons certains exemples (Tableau 16) :

⁷⁷ Chef locaux, juillet 2013

⁷⁸ Leader religieux, juin 2013

⁷⁹ Fahey, Dan, 2011, *Dissertation: Rethinking the Resource Curse:*

Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo, p. 140.

⁸⁰ Fahey, Dan, 2011, "The Trouble with Ituri," *African Security Review*, p.110.

Tableau 16 : Éléments cités comme causes de la guerre⁸¹

Le conflit foncier

« Rendre publique l'histoire [de la guerre] sera une bonne chose parce que les gens vont voir que c'était la terre qui a causé la guerre. Nous pouvons trouver de solutions. Il y a toujours des pistes pour résoudre le conflit. » (Chef local)⁸²

La guerre interethnique (l'identité, les origines, le préjudice, la supériorité, la distribution des postes et la sous-estimation)

« Le conflit foncier est arrivé après le conflit identitaire. Au début de la guerre, l'Ituri avait plusieurs tribus différentes qui provenaient des différentes sources : nilotique, bantue, soudanaise. Cette situation est vraiment particulière à l'Ituri. Vous ne le trouvez nulle part ailleurs dans le pays. » (Notable)⁸³

L'extermination

« Oui, tout le monde sait que la guerre a commencé avec le conflit entre les agriculteurs et les éleveurs, mais c'était aussi que [une communauté] voulait exterminer [l'autre] pour exploiter les mines, le pétrole et la terre. » (Chefs locaux)⁸⁴

Ils ont oublié les causes originelles

« Les causes de la guerre étaient que les gens se sont battus à cause du conflit foncier. Il y a d'autres raisons, mais ça c'est la principale. À Djugu, Irumu et Mahagi les gens se détestaient à cause de la terre. Mais après ça la guerre a fini et les autorités politico-administratives ont oublié les causes de la guerre. Aujourd'hui ils se focalisent sur l'argent et le pouvoir. » (Chefs locaux)⁸⁵

La guerre économique

« Une dispute simple sur la terre en 1999 est devenue une dispute économique en 2002, 2003. C'était plus les acteurs d'ailleurs qui ont alimenté et orienté la guerre. Par exemple, l'axe Bunia-Kasenyei était contrôlé et partagé par les trois groupes armés. Ce n'était pas le conflit ethnique, mais surtout économique ! ... Au début, les gens ont soutenu les groupes [armés] et les ont aidés à acheter les armes au nom d'auto-défense. Mais ils ont arrêté [leur soutien] à un certain moment. Dès que les groupes sont devenus plus indépendants économiquement de la population, ils n'avaient plus besoin de leur soutien, et la population a seulement subi la guerre. Les communautés sont restées victimes de la guerre. » (Membre de la société civile)⁸⁶

C'était plus que le conflit foncier

⁸¹ Ici sont seulement des exemples, pour un tableau plus complet, consultez l'annexe.

⁸² Chef local, juillet 2013

⁸³ Notable, juillet 2013

⁸⁴ Chef locaux, juillet 2013

⁸⁵ Chef locaux, juillet 2013

⁸⁶ Membre de la société civile, juin 2013

« Le conflit foncier était un élément déclencheur de la guerre, mais il faut étendre l'analyse. Depuis avant l'arrivée des Belges les gens savaient comment vivre ensemble. Le conflit foncier était mal géré par les autorités. À cause de cela, le conflit foncier est devenu idéologique et les gens ont commencé à se tuer à cause de leur appartenance à une certaine communauté. » (Leader religieux)⁸⁷

Une guerre des profiteurs et de manipulation

« Quelles sont les mains qui sont derrière pour donner aux hommes qui sont pauvres, qui manquent à manger, à s'habiller mais qui ont des armes? (Chef local)⁸⁸

Ils ne maîtrisent pas les causes (qui sont en réalité la manipulation, les intérêts économiques, la conquête de pouvoir et/ou les acteurs nationaux et internationaux)

« Non, la communauté ne connaît pas les causes. En Ituri, il y avait le problème des concessions ... mais en réalité les causes étaient nationales et internationales. Le pétrole a joué un rôle clef. Les acteurs d'ailleurs voulaient entrer dans l'Ituri vite donc ils ont attaqué les Hema et les Lendu pour avoir accès à la richesse de l'Ituri lorsque ces derniers se sont battus. L'Ituri est comme un petit paradis ! Mais à la base, les gens pensent seulement au conflit foncier. Les intellectuels de l'Ituri ont commencé à se rendre compte de cela. » (Notable)⁸⁹

Selon nous, cette prolifération des théories et de méconnaissance est l'un des obstacles et à même temps une des grandes opportunités centrales pour le travail de mémoire et la réconciliation en Ituri. C'est un obstacle parce que chaque théorie peut compliquer les efforts de réconcilier et de partager les différentes histoires (effectivement, plusieurs parties prenantes de chaque communauté ont reconnu le fait que chaque côté a sa « vérité différente »). C'est une opportunité, cependant, parce qu'elle montre où le travail de mémoire peut réaliser une grande différence : dans le cadre d'aider les Ituriens à connaître et maîtriser la complexité de la guerre et de comprendre que les conflits interethniques et fonciers n'étaient pas les seules causes de la guerre (et donc, que la guerre n'existe plus aujourd'hui). Et comme noté, la bonne connaissance des causes de la guerre était parmi les justifications les plus citées dans notre enquête en appuyant le travail de mémoire.

Dans la plupart de fois que nous avons posé la question, « dans votre communauté, les habitants maîtrisent-ils les causes de la guerre ? », nous avons reçu une réponse négative. Malgré cela, l'élément le plus donné – particulièrement par les leaders locaux et par les villageois (soit en Irumu soit à Djugu) – comme cause était le « conflit foncier » :

« La guerre a commencé avec les conflits entre deux leaders et entre les éleveurs et agriculteurs. Les gens savent cela. » (Chefs locaux)⁹⁰

Pourtant, quand nous leur avons demandé d'expliquer, par exemple, comment est-ce que le conflit foncier a entraîné une guerre catastrophique qui a tué 60,000, ou, comment est-ce que la guerre est arrivée des concessions à Djugu jusqu'en territoire d'Irumu, la plupart des

⁸⁷ Leader religieux, juillet 2013

⁸⁸ Chef local, juin 2013

⁸⁹ Notable, juillet 2013

⁹⁰ Chef locaux, juillet 2013

villageois ne pouvaient pas nous répondre, par exemple : « *Je sais qu'elle est arrivée de Djugu, mais je ne sais pas vraiment comment.* » (Chef local)⁹¹

Quelques villageois ont également reconnu leur méconnaissance et ces mauvais effets :

« *Pendant la guerre [les communautés] ne peuvent pas être ensemble, mais après la guerre ils sont revenus ensemble parce que ils se sont rendus compte qu'ils se sont battus pour rien et qu'ils ne savaient pas pourquoi.* » (Groupe de victimes)⁹²

Dans la Section 5.2.1, « *Ils nous ont porté la guerre* », nous discutons cette « méconnaissance » comme stratégie de s'innocenter. C'est facile, nous reconnaissons, de dire qu'on ne connaît rien des raisons et des causes de la guerre, comme déclaration de l'innocence. C'est pour cela, enfin, que nous proposons dans la dernière Section qu'un travail de mémoire holistique devra incorporer aussi la *responsabilisation*. Ici, cependant, nous nous focalisons sur la méconnaissance – y compris la prolifération des théories et explications des origines la guerre – comme une opportunité clef pour le travail de mémoire d'un côté, afin d'arriver à une connaissance approfondie et multidimensionnelle, et de l'autre côté, de démocratiser la production de cette connaissance.

Nous avons constaté une grande différence entre les leaders bien informés (les chefs des collectivités, les autorités et les représentants de la société civile à Bunia) et les autres parties prenantes, comme les représentants des agriculteurs, les chefs locaux, la plupart de vieux sages, les villageois, etc. Ce dernier groupe a seulement cité d'habitude le conflit foncier comme cause. Les chefs de collectivité, les autorités et les leaders de la société civile, par contre, ont également cité le conflit foncier, mais ont parlé en même temps de la manipulation et des acteurs (et des armes) d'ailleurs. Parmi les deux groupes – surtout parmi les notables – les parties prenantes ont cité l'histoire de déséquilibre, préjugés, supériorité et *les origines* des communautés.

Il faut toujours se rappeler, par ailleurs, qu'aujourd'hui la plupart de la population Iturienne, à cause des conséquences de la guerre et de la démographie, était née après ou était très jeune pendant la guerre. Par exemple, un garçon d'environ 15 ans qui a perdu son bras à 2003 dans un massacre nous a dit : « *Je ne sais pas les causes de la guerre puisque j'étais trop jeune. Mais je ne veux pas les connaître.* »⁹³ Bien sûr, apprendre l'histoire de la guerre, qui a tué les membres de la famille, qui a détruit les villages et qui lui a fait perdre son bras n'est pas facile. Comme dit plus haut (Section 2.2), ça peut facilement réveiller les mauvaises mémoires.

Mais aussi, l'un des avantages du travail de mémoire, donné par plusieurs sujets, est qu'il peut combattre la haine et le préjugé que les jeunes peuvent également apprendre par ces familles et ces communautés s'ils ne comprennent pas l'histoire objective de la guerre. Ici, nous citons intégralement un leader intellectuel qui a bien exprimé cette idée :

⁹¹ Chef local, juillet 2013

⁹² Groupe de victimes, juillet 2013

⁹³ Groupe de victimes, juillet 2013

« Il faut apprendre à la génération prochaine les méfaits de la guerre. L'histoire de haine et de supériorité [parmi les communautés] commence quand les enfants sont encore jeunes. À l'école, nous pouvons leur apprendre que ce n'est pas comme ça, mais à la maison ils vont apprendre autre chose. Ils auront appris à détester ... À l'école nous pourrions enseigner les conséquences de la guerre. Mais ce n'est pas enseigné. Le problème est le système d'éducation. Les livres viennent de Kinshasa. Il faut avoir un manuel local. Nous enseignons Lumumba, etc. mais pas l'histoire locale. Ça doit être bien écrit. Il y a ceux qui écrivent sur l'histoire, mais souvent ils sont les vrais extrémistes. »⁹⁴

« Détruire les archives c'est couper la branche sur laquelle on est assis. »

Par ailleurs, plusieurs personnes interrogées ont cité la documentation comme l'un des grands avantages du travail de mémoire, en particulier dans les écoles. L'un des représentants de la Commission Vérité et Réconciliation de 2003 avec qui nous avons parlé nous a montré une feuille qu'il porte avec lui pour toujours se rappeler de la valeur de la documentation. Il y a un vieil homme assis dans une branche. Dans les mains il a une scie avec laquelle il est entrain de couper la même branche où il est assis. Au dessus il est écrit : *« détruire les archives c'est couper la branche sur laquelle on est assis. »*

Comme noté dans la Section 4, *« un livre sur l'histoire de la guerre »* était l'un des exemples les plus donnés de comment rendre publique l'histoire. Le travail de mémoire, selon un notable, peut servir comme catalyseur pour cette documentation.⁹⁵ Un document écrit pourrait, par exemple, aider la prévention de la future violence, selon un membre d'un groupe des mamans.⁹⁶ Il serait durable, pas comme la parole orale, selon un leader religieux⁹⁷ et un professeur.⁹⁸ Et comme précité, il pourrait prévenir la future génération selon plusieurs acteurs, y compris les chefs locaux et les leaders de la société civile.⁹⁹

Il y avait aussi quelques chefs locaux et notables qui ont suggéré que la documentation pourrait être aussi une manière de valoriser leur communauté. D'un côté, nous reconnaissons que l'histoire de préjudice, supériorité et sous-estimation est une dimension importante du conflit. Mais de l'autre côté, nous avons constaté que la fixer sur l'histoire du préjudice culturel, pour qu'elle soit une réalité, peut aussi distraire des autres dimensions de la guerre, surtout les intérêts économiques, la manipulation et les rôles des acteurs d'ailleurs. Cependant, selon cette communauté, ce serait l'une des valeurs de la documentation.

Finalement, les villageois avec qui nous avons parlé ne nous ont pas vraiment cité la documentation comme stratégie du travail de mémoire. C'était surtout un discours écouté parmi les leaders. Malgré cela, nous avons constaté dans l'enquête que « un livre » a reçu un soutien fort (avec aucune différence parmi les différents niveaux de l'éducation et aucune différence entre hommes et femmes). Nous interprétons cela comme témoignage à

⁹⁴ Membre de la société civile, juillet 2013

⁹⁵ Notable, juillet 2013

⁹⁶ Membre de la société civile, juin 2013

⁹⁷ Leader religieux, juin 2013

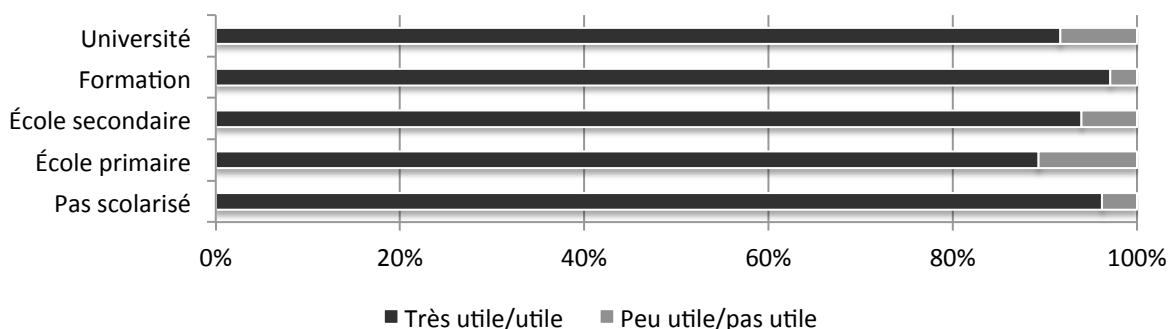
⁹⁸ Membre de la société civile, juillet 2013

⁹⁹ Chef locaux, juin 2013 et Groupe de victimes, juillet 2013

la valeur de la documentation parmi tous les niveaux socioéconomiques de l'Ituri. Une stratégie efficace pourrait être, par exemple, une bande dessinée sur l'histoire de la guerre pour être accessible aux personnes non-alphabétisées.

Tableau 17 : Livre comme méthode de rendre publique l'histoire de la guerre

*Très utile/utile ou peu utile/pas utile (par éducation)**



* Les différences ne sont pas significatives

« Les Ituriens ne veulent plus de cette Guerre ! »

Même si la plupart des parties prenantes ont présenté la situation actuelle comme une réconciliation apparente et faible (Section 2.2.3), la majorité a aussi exprimé que l'esprit de la réconciliation existe. Partout, nous avons écouté comme exemple de cet esprit le refus des peuples à joindre les nouvelles milices et des communautés qui ont protégé les autres pendant le conflit. Surtout, nous avons constaté que « *les Ituriens ne veulent plus de cette guerre. Ils sont fatigués !* » Selon nous, cet esprit, amène des opportunités pour un travail de mémoire réconciliée.

Par exemple, nous nous sommes rencontrés avec un groupe de chefs locaux, tous d'une seule communauté. Ils nous ont expliqué leur version de l'histoire. Comme d'habitude, c'était une version qui a placé la responsabilité d'avoir *commencé* la guerre chez l'autre communauté. Cette habitude – le discours de dire que « *ils nous ont apporté la guerre* » apparaît comme l'un des éléments divisionnistes du travail de mémoire et nous le discutons dans la Section 3.2.2. Cependant, quand nous avons suivi la question des *causes* de la guerre avec la question, « *est-ce que l'autre communauté va accepter cette version-là ?* », ils nous ont étonné.

« Oui, ils vont l'accepter parce qu'ils sont aussi fatigués. Par exemple, leurs leaders ont essayé de faire rebondir la guerre, mais ils leur ont refusé. Ils ont dit, 'avant la guerre nous étions ensemble mais maintenant, à cause de vous – les riches, les scolarisés – nous sommes séparés. Aussi, [les autres] ont encore des armes et ils les utilisent pour attaquer les voyageurs sur les routes la nuit, y compris les personnes de leur propre communauté ! »¹⁰⁰

¹⁰⁰ Chef locaux, juillet 2013

Ici, nous trouvons l'idée que « *comme nous, les autres sont fatigués* » une justification forte pour le travail de mémoire. C'est lié à l'idée que « *il y a le conflit même entre eux !* ». Ça veut dire, la présence du conflit dans la même communauté montre que la souffrance et la pauvreté importent plus aujourd'hui que le conflit intercommunautaire :

« Ils ont toujours des armes qu'ils utilisent pour attaquer les gens dans les routes la nuit, mêmes leurs frères de la même communauté ! »¹⁰¹

Et, surtout, la population ne veut plus cette guerre parce qu'elle était « *sauvage* » :

« La guerre était sauvage ! ... Toutes les maisons étaient brûlées ! Aujourd'hui les gens sont ensemble, mais nous doutons de nos voisins un peu. Quand nous parlons de la réconciliation, nous parlons de la base, pas les élites. C'est la population qui a commencé la réconciliation. Nous sommes ensemble partout. Les gens ne veulent plus la guerre ! Ceux qui veulent faire rebondir la situation peuvent essayer mais ils ne vont pas réussir. »¹⁰²

« Ils étaient manipulés. »

Liée à la question de *quelle guerre* est la question de la manipulation : « *quelles sont les mains qui sont derrière ?* »¹⁰³ Lors de presque toutes les discussions avec les leaders bien informés, les intellectuels et les représentants de la société civile, ils ont présenté la guerre comme une conséquence des joueurs de pouvoir, soit local, soit à Kinshasa, soit dans les pays voisins. C'est aussi l'une des opportunités pour le travail de mémoire. Même si ce discours peut être utilisé pour diminuer la responsabilité, il peut également diminuer l'accent mis sur le conflit foncier et le conflit interethnique comme les causes principales de la guerre. En même temps, cela peut combattre le discours selon lequel les conflits d'aujourd'hui sont les mêmes qui ont amené la guerre (Section 3.2.2).

« Même s'il y aura des différentes vérités, l'essentiel va sortir. Parce que tout le monde croit que la guerre était instrumentalisée par d'autres pays et par notre gouvernement ... » (Notable)¹⁰⁴

Plusieurs parties prenantes, surtout dans la société civile, ont également cité la manipulation des conflits actuels (comme celui du FRPI chez Walendu Bindi) et de la base par les politiciens et les grands leaders coutumiers.

« Les politiciens utilisent l'identité historique et culturelle pour manipuler et accentuer le problème du conflit foncier. Il y a beaucoup de terres vides, mais il y a encore le conflit ! ... La base est dans la paix, mais c'est la classe politique qui la manipule. » (Représentant de la société civile)¹⁰⁵

¹⁰¹ Chef locaux, juillet 2013

¹⁰² Membres de la société civile, juillet 2013

¹⁰³ Chef local, juin 2013

¹⁰⁴ Notable, juillet 2013

¹⁰⁵ Membre de la société civile, juin 2013

Il faudra, pourtant, équilibrer l'accent mis sur la manipulation avec les efforts de responsabiliser les différentes parties. Comme noté, parler de la manipulation est en même temps une façon de fuir la responsabilité : de *s'innocenter*. Mais pour un processus approfondi de vérité et réconciliation il faudra avoir cette reconnaissance de responsabilité (Section 3.2.2).

« La diversité est nécessaire pour le développement. »

Enfin, parmi un petit nombre des leaders communautaires, nous avons trouvé le discours selon lequel la cohabitation et la diversité sont nécessaires pour le développement. Quelques parties seulement l'ont discuté. Nous citons deux exemples de ce discours qui pourrait même faire partie d'une campagne de sensibilisation pour le travail de mémoire :

« [Pour le travail de mémoire], il faut commencer avec des rencontres avec des leaders et alors il faut sensibiliser la population. Les gens demandent, est-ce que la guerre est vraiment finie ? Ils ont peur que les politiciens vont faire rebondir la guerre à cause de leurs intérêts. Sensibiliser la population – veut dire leur expliquer les avantages de la cohabitation pacifique comme la clé du développement. Les gens ne pensent pas que la guerre est finie. Ils ont encore peur. » (Notable)¹⁰⁶

« Les [collectivités] sans mélange des tribus ne vont pas se développer. La diversité contribue au processus de développement » (Chef local).¹⁰⁷

Bien que le développement n'ait pas été vraiment cité comme justification pour le travail de mémoire dans l'enquête (Section 4), nous le trouvons comme une piste d'avancement quand même. Aussi, nous constatons qu'il y a un lien entre la « réconciliation apparente » mentionnée plus haut, et « l'obligation » de vivre et, alors, d'avancer ensemble. Nous y retournons dans la dernière Section du rapport.

3.2.2 Les discours divisionnistes

Bien que nous ayons rencontré plusieurs discours qui pourraient soutenir le travail de mémoire en Ituri, il y avait également ceux qui pourraient même le bloquer. Nous avons déjà discuté plusieurs cas dans les Sections précédentes. Ici, nous les passons en revue pour prévenir la dernière Section sur les stratégies de l'avancement.

« Ils nous ont apporté la guerre ! »

Il faut souligner, par ailleurs que, bien que le manque de connaissance puisse présenter l'une des plus grandes opportunités pour le travail de mémoire, il peut également poser l'un des défis. La méconnaissance peut constituer une façon de déclarer l'innocence. Ici, nous citons intégralement la réponse donnée par un groupe de chefs locaux. Là dedans, nous trouvons ces éléments de blocage liés à la méconnaissance qui peuvent compliquer un processus de vérité et réconciliation, quand la méconnaissance est utilisée comme déclaration de l'innocence :

« Nous ne connaissions pas les causes quand nous étions agressés. Il y a eu des armes

¹⁰⁶ Notable, juillet 2013

¹⁰⁷ Chef local, juin 2013

dont nous ne connaissions pas la provenance ... C'était une provocation. ... [L'autre communauté] a pris avantage de nous et nous nous sommes défendus. [Ils] avaient préparé les attaques depuis longtemps, mais nous ne connaissions d'où venaient les armes. ... Les avantages de rendre publique cette histoire sont qu'elle va donner la honte à [l'autre communauté] et la décourager de répéter les mêmes choses. »¹⁰⁸

Le discours de victimisation et de l' « autodéfense » et la tendance de s'innocenter étaient tous forts dans nos conversations. D'habitude, personne n'a reconnu sa responsabilité ou celle de sa communauté (nous avons déjà noté la présence d'un « blocage culturel » dans ce cadre, Section 3.1.3). Et cette tendance était reconnue dans nos discussions : l'autre communauté « *ne prenne jamais leur responsabilité ! ... Ce sera difficile, à l'église et à l'école, de sensibiliser les gens à accepter l'histoire qu'ils n'aiment pas* » (leader intellectuel).¹⁰⁹ Selon un membre de la société civile, par ailleurs :

*Les réponses selon lesquelles les communautés ne connaissent pas la provenance des armes sont fausses ! Elles connaissent et elles ont même contribué pour l'approvisionnement en armes. Cela est la stratégie de cacher la vérité et s'innocenter. C'est aussi l'usage du mensonge comme grande stratégie de communication.*¹¹⁰

Même par les groupes de victimes, nous avons trouvé ce type de discours : « *Il y a des victimes dans l'autre communauté, mais ils ne vont pas dire la vérité parce que c'étaient eux qui ont commencé la guerre.* »¹¹¹

Il faudra, donc, que le travail de mémoire équilibre la reconnaissance de la méconnaissance dans le but de la responsabilisation. Ce n'est pas facile, mais cela fait partie des stratégies auxquelles nous tournons notre attention dans la Section 4. On conclut cette Section, cependant, avec un avertissement que le travail de mémoire devra prendre en considération, auquel nous retournerons aussi dans la dernière Section :

*« La réception de l'histoire pourrait être difficile. Il pourrait y avoir les mécanismes de défense parce que si nous parlons de quelque chose qui est finie, comme la guerre, les gens peuvent se sentir doigtés. Ça dépend de la situation. Ici nous nous sentons comme victimes. Mais les autres ? Qu'est-ce qu'ils vont penser ? Ils vont dire, 'vous avez dit quoi sur moi ?!' » (Chefs locaux).*¹¹²

« Nous allons douter d'eux, et ils vont douter de nous. »

Comme déjà noté, nous avons constaté la présence d'une méfiance et d'une peur approfondie dans les différentes communautés. Bien que les gens aient dit qu'ils parlent, nous entendions également que 'les autres' utilisent les « paroles choquantes » dans l'esprit de blesser et de se venger (« *ils n'ont pas du bon cœur* »). C'est un des discours qui peuvent bloquer un processus de vérité et réconciliation. Comment peut-on parler de la vérité quand

¹⁰⁸ Chef locaux, juillet 2013

¹⁰⁹ Membre de la société civile, juillet 2013

¹¹⁰ Membre de la société civile, juillet 2013

¹¹¹ Groupe de victimes, juillet 2013

¹¹² Chef locaux, juillet 2013

tout le monde va mentir ? Ici nous présentons les résultats de nos discussions pour motiver la discussion des stratégies dans la dernière Section.

Les leaders avec qui nous avons parlé – soit de la communauté internationale, soit des Ituriens – ont cité la présence des rumeurs qui provoquent les communautés et des mensonges qui cachent la vérité. Le *mensonge* occupe une place centrale dans la société Iturienne :

« Beaucoup de choses se font, heureusement, chez vous les blancs vous écrivez beaucoup de choses mais chez nous ça, même dans notre estomac, nous ne sommes pas capables de vous dire toutes les vérités, on est beaucoup hypocrites ; chez vous un journaliste peut dire des choses, il déclare, il dénonce, mais chez nous on a trop peur. » (Chef local)¹¹³

Effectivement, chaque communauté ciblée dans notre étude a accusé les autres de cacher la vérité. C'était parmi les sujets les plus fréquents dans les discussions :

« C'est pourquoi je dis il faut faire attention à voir dans l'ensemble, mais pas individuellement. Nous sommes très malhonnêtes. J'ai écrit moi des hommes qui regagnaient le pays, j'enregistrais les retournés, il y avait toujours de malhonnêteté entre les chefs. J'ai pris un pasteur, je lui ai dit d'enregistrer les gens qui retournent, le pasteur a enregistré trente personnes qui n'existaient même pas, un pasteur de l'église ! ... Il n'a pas été honnête. A qui, à quel Saint maintenant nous allons nous vouer. » (Chef local)¹¹⁴

Nous avons présenté l'idée des rencontres et dialogues intercommunautaires dans chaque discussion et entretien. Comme nous discuterons dans la Section 4, ce type d'initiative était bien soutenu dans l'enquête quantitative. Dans nos discussions avec des gens à l'intérieur, ils ont également soutenu cette idée comme l'une des approches bien placées pour réconcilier les parties antagonistes et reconstituer leurs histoires.

Cependant, la rencontre intercommunautaire a provoqué des réactions négatives aussi. Par exemple, dans notre discussion avec un groupe de leaders locaux, ils ont dit ceci :

« Le problème c'est la deuxième rencontre. C'est bien de rassembler les leaders pour se parler. Ils vont venir et ils vont parler. Mais après cela, quand ils seront rentrés chez eux, ils vont se rencontrer encore. Ils vont avoir la deuxième rencontre entre eux-mêmes. Et là, ils vont prendre la vraie décision. »¹¹⁵

Nous trouvons ce discours de la « deuxième rencontre » comme symbole de la méfiance qui existe actuellement entre les communautés, entre les gens et aussi parmi les leaders. Nous avons écouté les histoires, par exemple, où une partie a refusé de donner son point de vue, par rapport à un sujet sur lequel l'autre partie a également refusé de parler. Nous avons écouté les histoires où, même dans les rencontres de réconciliation d'aujourd'hui, une

¹¹³ Chef local, juin 2013

¹¹⁴ Chef local, juin 2013

¹¹⁵ Chef locaux, juillet 2013

communauté a rappelé les mots choquants de Nyakasanza à 1999. La méfiance est une réalité de l'Ituri qui pose un grand défi au travail de mémoire.

Nous n'avons trouvé pas seulement plusieurs vérités dans nos discussions, mais aussi la reconnaissance que chaque communauté a leur propre version de l'histoire. C'était le cas surtout parmi quelques membres de la société civile :

« Quelques personnes sont prêtes [pour rendre publique l'histoire], quelques autres ne sont pas prêtes. Ceux qui sont prêts sont ceux qui se sentent victimes—ils veulent la vérité sur ce qui s'est passé : pourquoi ? Pourquoi ma famille était tuée ? Pourquoi tout ça ? Ils veulent savoir la vraie cause. Tous ont leur propre version des faits. Les [différentes communautés] ont leurs différentes versions. Il faut avoir des critères pour juger ce qui est faux et ce qui est vrai. » (Leader religieux)¹¹⁶

C'était le cas également chez les leaders, même au point de rire :

« Nous allons douter de ce que [les autres] disent parce que nous ne savons d'où la guerre est venue et qui était le promoteur. [Les autres] vont aussi douter de la vérité qui vient de notre côté ! [RIRES] » (Chefs locaux)¹¹⁷

Selon un leader religieux qui a déjà commencé de travailler sur le travail de mémoire en Ituri, « même les gens qui ont vécu les événements, ils ne connaissent pas qu'est-ce qui s'est passé. Vous trouvez l'information, mais c'est toujours vague. »¹¹⁸ Comme déjà cité, la prolifération des théories sur la guerre contribue à la prolifération des généralisations et la manipulation par les leaders de « mauvaise volonté ». Selon notre recherche, la plupart des leaders Ituriens reconnaissent qu'ils portent plusieurs explications pour la guerre. Un travail de mémoire bien réalisé et participatif aura besoin d'accepter toutes ces théories mais en même temps, les clarifier et les analyser.

Comment nous discutons dans la Section 4, par ailleurs, ce sera très pertinent de sensibiliser les communautés par rapport aux buts du travail de mémoire, et travailler avec eux d'abord à part pour qu'ils se sentent à l'aise à parler franchement. Mais aussi, il faudra engager des acteurs objectifs pour le gérer pour que les participants puissent gagner la confiance sur le processus.

« Les Bahema sont comme ça... ; les Walendu sont comme ça.... »

L'histoire des déséquilibres socio-économiques et culturels entre les deux communautés antagonistes est une partie centrale de l'histoire. Selon un notable, par exemple, « il y a la cohabitation mais nous sommes les autochtones ! »¹¹⁹ Même par les leaders de la société civile, qui travaillent pour le bien-être des Ituriens, nous avons entendu les généralisations : « les Bahema sont [comme ça], pendant que les Walendu sont [comme ça]. »¹²⁰ Cela, d'abord, bloque la réconciliation, surtout par l'empêchement de la confiance :

¹¹⁶ Leader religieux, juin 2013

¹¹⁷ Chef locaux, juillet 2013

¹¹⁸ Notable, juillet 2013

¹¹⁹ Notable, juillet 2013

¹²⁰ Membre de la société civile, juillet 2013

« Les politiciens utilisent l'identité culturelle pour manipuler et accentuer le problème [de la terre]. Il y a plein de terres vides, mais il y a toujours le conflit ! ... Il y a un complexe d'infériorité et de supériorité, par exemple par le sabotage des habitudes alimentaires. Cela donne lieu à un manque de confiance. Lors de désarmement, les communautés demandaient, 'qu'est-ce que l'autre fait ? est-ce qu'il a remis toutes ses armes ?!' Ils doutent que la guerre soit finie ! Le conflit culturel est caché, mais il est là. » (Membre de la société civile)¹²¹

Et ce conflit, par ailleurs, pose toujours un défi au travail de mémoire :

« Qui va présenter cette histoire ? Il peut y avoir beaucoup de stigmatisation par rapport à qui présente l'histoire. Il y a un déséquilibre social. ... Il faut arriver à un équilibre social. » (Leader religieux)¹²²

Donc, les préjugés, les stéréotypes et les généralisations font partie de la réalité actuelle de l'Ituri. Ils contribuent à la méfiance, les conflits et la faiblesse de la réconciliation. Ils poseront l'un des grands obstacles au travail de mémoire.

A côté des généralisations, il y avait parfois le discours selon lequel, malgré la destruction, la guerre était comme un « *mal nécessaire* ». Ce n'était pas fréquent, mais il est ressorti parfois dans nos discussions avec quelques leaders locaux, membres de la société civile et notables. Selon eux, la guerre était une catastrophe, mais c'était nécessaire pour « équilibrer » la société Iturienne. A la fin, il y avait ceux qui ont gagné et ceux qui ont perdu. Parfois dans les discussions, par ailleurs, nous avons entendu le discours qu'il faut analyser la guerre pour réfléchir sur les côtés positifs et les côtés négatifs. C'était toujours dans le cadre d'analyse et de la recherche—pour savoir la *vraie histoire*. Le discours selon lequel en fait, il y a eu ceux qui ont gagné n'était pas fréquent. Néanmoins, nous trouvons qu'il posait un certain obstacle au travail de mémoire.

« La guerre n'est pas finie ! »

Une fois, en parlant avec un agriculteur, qui représentait tous les agriculteurs dans sa communauté, nous avons entendu une longue histoire sur les conflits qui les menacent actuellement. A la fin, nous lui avons posé la question, « *selon vous, alors, est-ce que la guerre est finie,* » à laquelle il a fortement répondu, « *Non ! Ce n'est pas fini !* » Nous trouvons dans ce discours un sentiment lié au conflit qui peut fortement diviser les Ituriens et poser un défi au travail de mémoire.

C'était par rapport surtout au conflit foncier où nous avons rencontré le discours que la guerre n'était pas encore finie. Comme noté (3.2.1), la cause la plus donnée dans les discussions pour expliquer la guerre était le conflit foncier. Effectivement, nous avons trouvé que plusieurs discussions commençaient sur l'idée de se parler de l'histoire et de le rendre publique et devenaient à la fin les conversations sur les conflits fonciers actuels. Cette tendance se présentait dans tous les trois territoires enquêtés. Selon un chef de groupement à Irumu par exemple, « *parler de l'histoire de la guerre sans parler des [conflits*

¹²¹ Membre de la société civile, juin 2013

¹²² Leader religieux, juillet 2013

éleveur/agriculteur] est comme couvrir une blessure avec de pus encore dedans ! »¹²³

Et souvent nous avons trouvé une forte exigence que, en fait, les conflits fonciers vécus aujourd'hui sont comme les extensions de – ou viennent des mêmes semis que – la guerre de 1999:

« Le conflit foncier était la cause de la guerre. Il a détruit l'Ituri. Aujourd'hui il n'y a pas encore une solution—il y a encore le conflit entre les éleveurs et les agriculteurs » (autorité politico-administrative).¹²⁴

Ou bien, une fois, un chef local a insisté sur le fait que le conflit foncier *« est une arme. C'est un crime contre l'humanité ! »*¹²⁵ Lors d'une discussion avec un bureau de la communauté internationale, par ailleurs, nous leur avons donné l'exemple d'une communauté où nous avons trouvé le chef agréable à l'idée de discuter l'histoire et de se réconcilier avec la communauté voisine. Celui-ci, un congolais, nous a répondu, *« il vous a menti ! J'étais avec ces deux communautés il y a deux semaines lors d'une rencontre sur le conflit foncier, et ils se détestaient ! »*¹²⁶ Nous citons ici aussi un groupe de victimes : *« quand ils parlent des limites ils ne vont pas dire la vérité [de ce qui s'est passé pendant la guerre]. »*¹²⁷

Mais, le sentiment que *« la guerre n'est pas finie »* n'était pas seulement lié au conflit foncier. C'était aussi lié aux autres conflits déjà discutés. La présence de ces conflits était comme la preuve que la guerre n'était pas encore finie : *« il n'y a pas de violence, mais le conflit est latent »* selon un chef d'une collectivité à Djugu.¹²⁸ *« La guerre est toujours dans l'esprit des gens ! »* selon le chef d'une agence de communauté internationale.¹²⁹

Nous l'avons trouvé chez les leaders locaux aussi, lié à la méfiance et les ressources naturelles :

« Nous avons plein de réunions mais ils restent stériles ! À part cela, [notre communauté] est prête mais [l'autre] n'est pas prête : vérité jamais ! [Notre communauté] est un blocage pour la communauté internationale, qui veut le pétrole, donc c'est pour ça qu'ils veulent nous exterminer. » (Chefs locaux)¹³⁰

Et, enfin, la présence de milliers des armes à feu non remises était pour plusieurs parties la preuve que la guerre n'était pas finie. Pour quelques communautés, par ailleurs, que la guerre ne soit pas finie était la *justification* pour cacher les armes :

¹²³ Autorité politico-administrative, juin 2013

¹²⁴ Autorité politico-administrative, juin 2013

¹²⁵ Autorité politico-administrative, juin 2013

¹²⁶ Membres de la communauté internationale, juillet 2013

¹²⁷ Groupe de victimes, juillet 2013

¹²⁸ Chef local, juillet 2013

¹²⁹ Membre de la communauté internationale, juin 2013

¹³⁰ Chef locaux, juillet 2013

« Ils n'ont pas accepté que la guerre est finie. Ils disent, 'si nous remettons nos armes, nous ne savons pas qu'est-ce qui peut nous arriver'. Ils cachent les armes pour la sécurité à cause de la méfiance ! Ils doivent sentir que la guerre est vraiment finie » (membre de la société civile).¹³¹

Le discours que la guerre n'est pas finie présente l'un des grands obstacles au travail de mémoire et en même temps, l'une des plus grandes opportunités. Bien sûr, ce travail a ses limites. Il ne peut pas éradiquer tous les conflits (bien sûr, comme noté, il peut même les exacerber). Néanmoins, avec une bonne sensibilisation et avec des autres stratégies (Section 4), nous constatons que le travail de mémoire peut, d'abord, casser le lien entre la guerre qui a tué 60,000 et les conflits actuels qui menacent les Ituriens. Après cela, peut-être, ce sera possible que le travail de mémoire puisse même contribuer à la pacification de ces conflits, selon certains de nos enquêtés. Nous considérons cette hypothèse en détail dans la prochaine Section.

¹³¹ Membre de la société civile, juin 2013

4 Les stratégies : comment réaliser le travail de mémoire

Les relations de pouvoir en Ituri ont changé depuis la guerre. Plusieurs parties ont cité la baisse de pouvoir des leaders coutumiers et de leur respect par « la base », surtout les jeunes, depuis la guerre. Et quelques groupes de jeunes nous ont confirmé qu'ils ne suivent pas les mots des autorités. Les événements de Novembre 2012 offre un bon exemple des risques de la présence de cette masse. En même temps, plusieurs parties ont cité aussi l'influence des leaders à Kinshasa qui ont leurs alliés sur le terrain en Ituri. Donc un travail de mémoire *stratégique* exigerait une bonne connaissance des relations de pouvoir – à tous les niveaux – dans les milieux spécifiques où il va prendre place.

Nous entrons dans ce sujet pour conclure ce rapport : comment *réaliser* le travail de mémoire ? « *Il y a plein d'obstacles, mais il faut demander toujours, comment pouvons-nous faire ?* »¹³² C'était chez un leader de la société civile où nous avons écouté cette phrase. Dans ce rapport, nous avons essayé d'être objectifs, honnêtes et clairs sur les opportunités et les risques du travail de mémoire en Ituri. Mais surtout, nous avons constaté que la majorité des Ituriens sont d'accord qu'ils doivent commencer, en termes généraux.

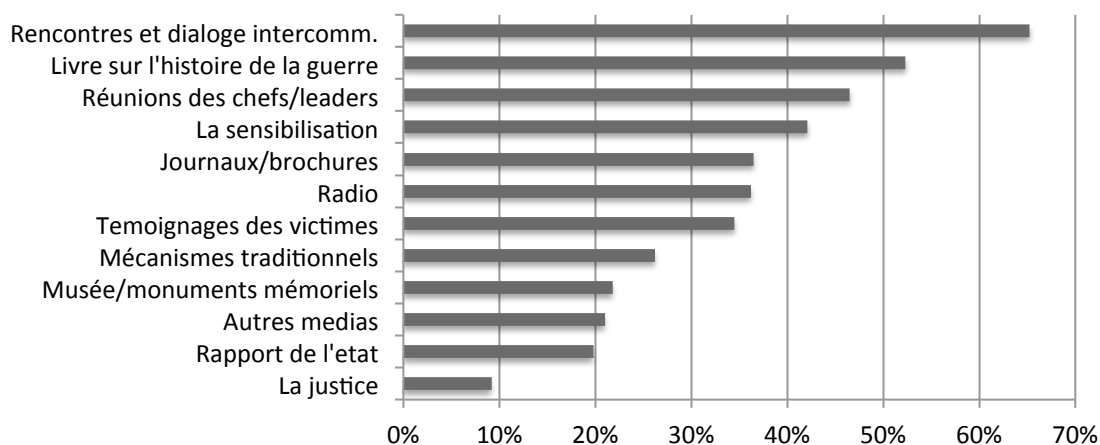
Dans cette Section, nous faisons appel aux résultats de l'enquête, aux sentiments partagés avec nous par nos enquêtés et à nos propres interprétations et conclusions pour suggérer *comment* réaliser le travail de mémoire.

4.1 Rendre publique l'histoire *comment* et *par qui* ?

Dans l'enquête, nous avons demandé comme question ouverte, « *Comment peuvent, toutes les communautés de l'Ituri, arriver à reconstituer et réunir leurs différentes histoires de la guerre ?* » (Tableau 18). Nous avons également donné une liste des mécanismes spécifiques et demandé aux gens de nous dire comment ils les jugent.

Tableau 18 : Comment rendre publique l'histoire ?

Comment peuvent, toutes les communautés de l'Ituri, arriver à reconstituer et réunir leurs différentes histoires de la guerre ?



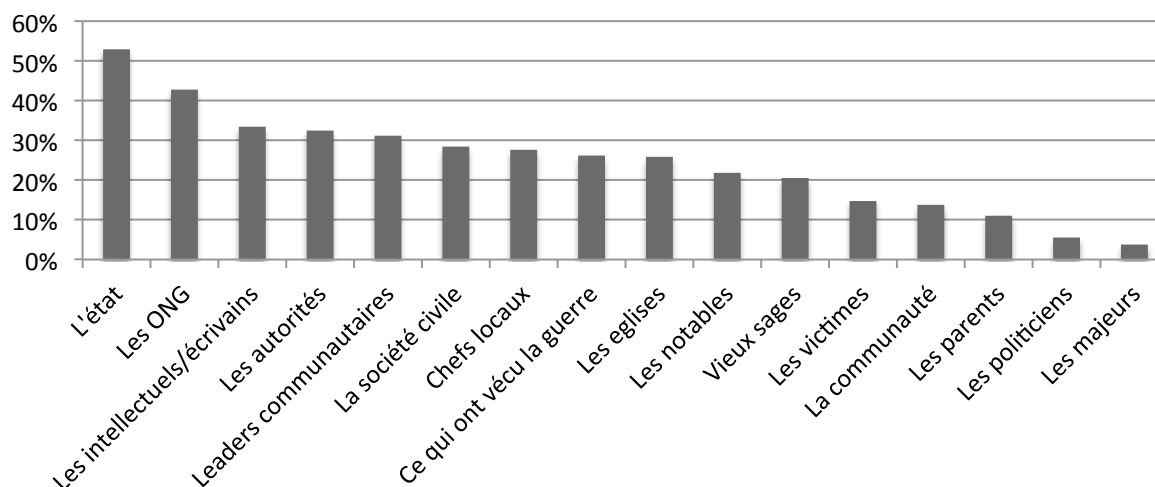
¹³² Membre de la société civile, juillet 2013

Les mécanismes les plus soutenus sont le dialogue (et les rencontres), la documentation (soit écrite, soit orale), la sensibilisation et l'idée d'un processus de vérité et du pardon (lequel nous avons ciblé par les questions sur les mécanismes spécifiques.)

Nous avons aussi demandé *qui* aurait la responsabilité de rendre publique l'histoire. Ici, l'Etat était l'acteur le plus cité, suivi des ONG (nous n'avons pas fait la distinction entre locale et internationale dans l'enquête). Cela ne nous étonne pas. Dans les discussions l'Etat et les ONG étaient aussi les acteurs les plus cités. Cependant, bien que l'Etat ait été souvent cité, comme noté plus haut (Section 3.1.2), sa faiblesse a été souvent épinglée aussi. Un discours fréquent était que l'Etat a la *responsabilité*, mais il n'a ni la volonté ni la capacité. Donc, la plupart des parties ont conclu, que ce seraient toujours les ONG qui devront prendre la responsabilité. Après l'Etat et les ONG, il y a les intellectuels, les autorités, les leaders communautaires (et les chefs locaux) et les autres membres de la société civile. Souvent dans les discussions, les parties ont cité « les chercheurs » comme acteur bien placé pour ce travail à cause de leur objectivité. Tableau 19 présente les réponses de la population générale.

Tableau 19 : Rendre publique l'histoire par qui ?

Qui aurait la plus grande responsabilité de rendre publique l'histoire de la guerre ?



Nous remarquons que les églises n'étaient pas parmi les acteurs les plus cités. Cela est intéressant. Dans les discussions, quand nous avons demandé aux gens de nous donner des exemples actuels du pardon et de la réconciliation, souvent ils ont cité les initiatives des églises (où par exemple, une église a rassemblé les parties antagonistes pour leur demander et accorder le pardon). Avec quelques villageois, par ailleurs, une réponse à la question, « *les Ituriens sont-ils prêts à se parler de la guerre ?* » était « *oui, ils sont prêts, sauf ceux qui n'ont pas la foi* ».

Malgré cela, plusieurs parties nous ont exprimé aussi leurs réservations par rapport aux églises à cause de leur implication dans le conflit. Selon un pasteur/intellectuel, par exemple, entre 90 à 95% des pasteurs de l'Ituri étaient impliqués dans la guerre :

« Je me suis posé la question, pourquoi étaient-ils presque tous impliqués ? Et j'ai compris que c'était un contexte avec aucun gouvernement, aucun militaire. Quand [un groupe] est venu à attaquer [l'autre groupe], les gens se sont demandé, où est Dieu ? Personne n'entendait. »¹³³

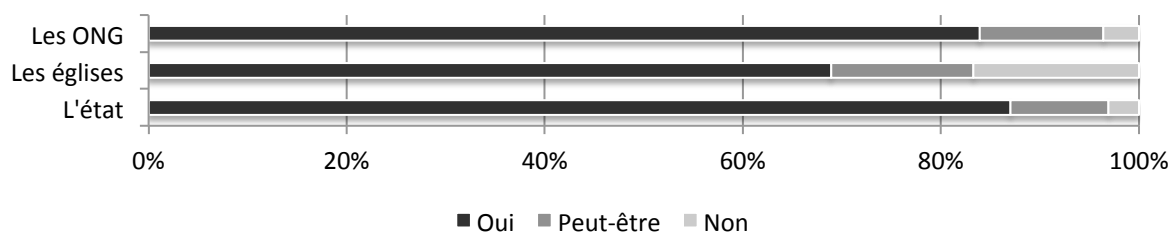
Et selon un notable/écrivain :

« Une autre structure qu'il faut consulter c'est également les Eglises, mais pas les Eglises partisanses. Une Eglise où il y a l'impartialité. »¹³⁴

Dans l'enquête, nous avons aussi posé les questions directes sur les rôles des ONG de la paix, des églises et de l'Etat dans le travail de mémoire (Tableau 20). Bien que tous les trois étaient bien reçus comme acteurs, 31% ont dit « non » ou « peut-être » aux églises par rapport à 13% pour l'Etat et 17% pour les ONG.

Tableau 20 : Acteurs bien placés pour le travail de mémoire ?

Est-ce que les ONG de la paix / les églises / l'Etat sont bien placés pour / accompagner un processus de se parler publiquement de l'histoire de la guerre ?



Cela ne veut pas dire que les églises ne sont pas bien placées pour ce travail. Au contraire : elles sont vraiment impliquées dans la vie quotidienne et presque 70% ont cité les églises comme acteurs bien placés. Mais il faudra, quand même, reconnaître les différentes perspectives par rapport à leur histoire aussi.

4.2 Une approche objective et inclusive

Le travail de mémoire doit avancer avec une approche que les Ituriens peuvent trouver *objective* et *inclusive*. « Objective » veut dire que le processus est dirigé par un acteur neutre et pas impliqué, mais qui a une bonne connaissance du contexte de l'Ituri et son histoire. « Inclusive » veut dire que, bien que le processus soit dirigé par un acteur objectif, il doit impliquer toutes les parties prenantes à tous les niveaux socio-économiques. C'est une balance importante.

¹³³ Membre de la société civile, juillet 2013

¹³⁴ Notable, juin 2013

4.2.1 Une approche objective

Partout, l'une des premières réponses à notre question, « *est-ce que l'histoire de la guerre doit être rendue publique ?* » était : « *oui, mais par qui ?!* » Nous avons déjà noté la présence d'une forte méfiance, des rumeurs et de la suspicion presque généralisée en Ituri (Section 3.2.2). Une grande partie de la légitimité du processus dépendra du respect des participants. Et l'une des stratégies les plus importantes pour assurer ce respect, selon nous, sera d'avoir une approche la plus objective possible.

Plusieurs fois dans les discussions, par exemple, quand nous avons posé la question, « *qui est bien placé pour rendre publique l'histoire de la guerre ?* » nous avons reçu comme réponse, « *vous, les chercheurs* ». Une fois, un intellectuel que nous avons croisé dans une discussion a protesté contre l'idée que les « *wazungu* » (ça veut dire, les blancs, les étrangers) écriraient l'histoire. Néanmoins, à part cela les gens ont estimé les « *chercheurs* », ou les « *chercheurs étrangers* », bien placés pour ce type de travail à cause de leur objectivité et neutralité.

Nous ne citons pas ce résultat pour recommander que le processus soit géré par les étrangers, mais pour recommander qu'il soit géré par une entité avec une telle réputation objective et neutre. Vu qu'il y a déjà plusieurs chercheurs étrangers qui ont réalisé les enquêtes sur l'histoire des guerres de la RDC et de l'Ituri, nous pensons, quand même, qu'il y aurait l'opportunité pour quelques partenariats.

En parlant de l'église comme acteur potentiel, un pasteur a regretté que, bien que l'église ait d'expérience avec la guérison de trauma, souvent elle ne prend pas le temps pour réaliser un travail approfondi. Selon lui, les ONG font souvent la même erreur :

« Le problème est que la guérison prend du temps—les gens ne peuvent pas simplement accorder le pardon et dire 'nous sommes réconciliés'. C'est trop superficiel. L'église peut être superficielle aussi. L'église ne doit pas être un espace seulement pour la spiritualité, mais aussi un espace pour la réflexion, à un niveau plus approfondi. J'ai l'impression que les animateurs du « trauma healing » simplement mémorisent un script. Le problème [aussi pour les ONG] est qu'il manque le temps pour la réflexion. L'argent arrive et il doit être dépensé » (intellectuel et leader religieux).¹³⁵

Effectivement, un grand nombre des parties prenantes ont parlé de la réconciliation comme un processus qui prend du temps, même s'il y'a aussi le besoin pour une prise en charge plus institutionnelle pour l'accompagner. Le travail de mémoire doit prendre du temps aussi.

4.2.2 Une approche inclusive

La vérité et la réconciliation constituent un travail qui touche presque tout le monde et, alors, doivent impliquer les différents niveaux qui sont touchés. D'abord, nous sommes

¹³⁵ Membre de la société civile, juillet 2013

d'accords que « *ça doit partir de la base vers le haut. Les gens sont prêts, mais il faut éviter la manipulation* » (leader religieux).¹³⁶ Effectivement, c'est « la base » qui doit se parler. Mais ce sont les leaders qui permettent l'accès et qui transmettent les messages. Donc, enfin, une approche inclusive doit impliquer les deux niveaux.

Cependant, ce ne sont pas seulement les leaders et la base qui doivent être impliqués. Lors d'une discussion avec un leader religieux, par exemple, nous avons posé la question de qui est bien placé pour le travail de mémoire en Ituri et il nous a répondu que, par exemple, RHA serait bien placé à cause de sa réputation pour la neutralité et ses animateurs qui sont impliqués dans leurs milieux. Mais, il a continué, il faudrait impliquer tous les membres du conseil de gestion parce que là sont représentés presque tous les acteurs de la société civile.

Nous ne citons pas ces exemples pour recommander spécifiquement que RHA dirige le processus, mais pour souligner que n'importe quel processus doit impliquer plusieurs représentants de la société Iturienne en générale. Effectivement, l'implication était la stratégie la plus citée quand nous avons demandé sur comment éviter le blocage du processus dans nos discussions :

« Appelez une sélection des leaders coutumiers (du groupement, localité) qui sont écoutés. Par exemple, si on prend l'exemple des B/Nord, il y a trois ou quatre leaders à qui les autres se réfèrent. Ils sont les leaders influents. » (Leader d'un groupe des mamans de la paix)¹³⁷

Par ailleurs, une approche inclusive doit impliquer les différentes parties – surtout les différentes ethnies antagonistes – du conflit. Parmi les critiques du travail de la CPI, par exemple, plusieurs parties prenantes ont dit que la Cour n'a pas contribué à la vérité puisqu'elle a seulement ciblé les deux communautés Hema et Lendu, pendant que le conflit avait impliqué plusieurs communautés. Ici, nous citons intégralement un notable sur ce sujet :

« Je voulais ajouter quelque chose : ce n'est pas simplement que la guerre était dans deux tribus non, parce que moi je savais que la communauté internationale ignorait cela. Parce que la plupart des communautés étaient victimes aussi dans cette guerre là. ... Ce n'étaient pas des Bahema, mais les Ndo Okebo se retrouvent aussi dans le territoire de Djugu ; et les gens qui étaient aussi victimes sont des Bambisa qui étaient dans le territoire de Djugu, même des Nyali qui se trouvent aussi dans le territoire de Djugu. Ce sont des communautés différentes, leurs cultures sont différentes. Alors que la communauté internationale reconnaît seulement deux tribus Lendu, Hema. Voyez c'est ce qu'ils ignorent » (Notable).¹³⁸

Bien sûr, il faut être stratégique par rapport à cette implication (Section 4.3), mais d'abord il faut être inclusif. L'histoire en général et par rapport à la guerre est un sujet clef pour l'identité communautaire. Donc les leaders communautaires doivent se sentir impliqués ; sinon, ils risquent de bloquer le message.

¹³⁶ Leader religieux, juin 2013

¹³⁷ Membre de la société civile, juin 2013

¹³⁸ Notable, juin 2013

A la grande réunion de restitution que nous avons organisée pour discuter nos résultats à la fin de notre recherche, par exemple, nous avons posé la question suivante : « *Est-ce que les différentes communautés ont chacune leur propre histoire du conflit? Qu'est-ce qu'il y a de positif et de négatif dans cela ?* ». Toutes les parties, surtout les leaders communautaires, ont répondu avec l'affirmation que c'est vrai que les différentes communautés ont chacune leur propre version de l'histoire de la guerre. Mais selon eux, cela a des côtés positifs surtout qu'il permet à chaque communauté de protéger et connaître leur *identité*.

Ils ont également reconnu la prolifération de différentes histoires négatives. Un leader a dit, « *si chaque communauté écrit leur propre histoire, nous aurons 18 histoires différentes de l'histoire !* » La plupart étaient d'accord, par ailleurs, que les différentes histoires peuvent aussi créer des confrontations identitaires. Donc, en somme, le travail de mémoire doit impliquer les différents leaders à différents niveaux de la société, mais il doit aussi être stratégique par rapport à la restitution de ces histoires.

Par ailleurs, même si ce sont les leaders des communautés qui seraient les protagonistes d'un processus de vérité et réconciliation, la majorité des personnes interrogées dans notre étude, dans les discussions et dans l'enquête, ont également reconnu la responsabilité de l'Etat. L'Etat doit être impliqué aussi dans un processus inclusif. Malgré sa faiblesse, sa responsabilité doit être reconnue aussi. Mais il faut aussi être stratégique. L'Etat a le pouvoir de bloquer et d'arrêter n'importe quel processus de la société civile. Et celui de « vérité et réconciliation » est particulièrement sensible. Un journaliste nous a dit, par exemple, « *les gens vont venir et ils vont parler, mais il va être bloqué à un certain niveau : celui de l'Etat.* »¹³⁹ C'est pour cette raison que nous trouvons bien l'idée d'un petit projet « pilote » pour commencer (Section 4.3.3) : d'abord, travailler avec quelques communautés sur leurs histoires, en impliquant les autorités politico-administratives au niveau local, mais attendre pour essayer d'impliquer les politiciens au niveau du territoire et du district.

4.3 Une approche stratégique

Alors que la majorité des parties dans les discussions aient reconnu la difficulté du travail de mémoire, beaucoup ont aussi donné des stratégies parallèles. Une réponse commune était « *oui, c'est possible, mais il dépend de l'approche* » ou « *ils vont parler, mais le processus risque d'être bloqué.* » Donc, nous avons demandé, quelles sont les stratégies pour éviter un tel blocage ? Comme précité (Section 3.1.1), dans l'enquête, la population en générale a cité l'importance de la sensibilisation, du choix des participants, de la place de la rencontre et du renforcement du système sécuritaire. Ces stratégies, selon nous, viennent des préoccupations quotidiennes des Ituriens : c'est bien de se rencontrer et de se parler, mais comment est-ce que je vais y arriver, est-ce qu'il faudra passer par des villages des autres communautés, et si me je croise avec l'un des « coupeurs des routes » ... ?

Mais aussi, selon nous, ils viennent de la peur de trouver quelqu'un dans la rencontre qui pourrait avoir des sentiments de vengeance, ou qui pourrait accuser ou se sentir accusé. Ici, nous focalisons notre attention sur ces préoccupations, et les stratégies proposées dans les

¹³⁹ Membre de la communauté internationale, juin 2013

discussions qui nous semblent bien orientées de l'éviter. En effet, les trois stratégies suggérées que nous avons jugées utiles étaient : (1) les « groupes restreints », (2) les « connecteurs de la paix » et (3) « un projet pilote. »

4.3.1 Commencer avec des « groupes restreints »

« Il faut d'abord diviser les gens par groupes pour que chacun puisse analyser les problèmes et proposer les solutions. Si on met tous les groupes ensemble ils vont cacher la vérité—en particulier [ce groupe], mais aussi [l'autre groupe] ... et aussi [nous] ! [RIRES] » (Chefs locaux)¹⁴⁰

L'idée du groupe restreint est que, bien que la tendance est de mettre ensemble tous les leaders et tous les participants dans les grandes réunions, il est plus stratégique de commencer avec les petits groupes pour les sensibiliser avant de les mettre ensemble. Il peut s'agir des groupes ethniques ou des groupes sociaux (mamans, démobilisés, etc.).

« Avant un grand processus, vous devez commencer avec un groupe restreint qui peut faire l'analyse de la guerre, de ce qui s'est passé ... C'est mieux de mettre les groupes à part et après travailler ensemble. » (Leader religieux)¹⁴¹

Comme dit bien avant, nous avons reçu plusieurs histoires sur les grandes rencontres qui étaient bloquées par l'une ou l'autre partie. Et quand une grande réunion marche bien, il y a toujours le risque de la « deuxième rencontre » après. Selon la plupart de nos discussions, cette possibilité sera toujours dans les têtes des participants. Donc, le groupe restreint – soit des leaders d'une seule communauté, soit des représentants d'une structure de la société civile – peut aider à sensibiliser les participants avant de se mettre ensemble et ainsi éviter la manipulation par les extrémistes.

« La pacification n'était pas facile. Pour les organisations ... qui travaillent sur les conflits actuels, il fallait sélectionner les participants des différentes communautés, et commencer avec des petits groupes pour fournir la confiance. Les extrémistes ne manquent pas, soit à Kinshasa soit ici à l'intérieur. » (Chefs locaux)¹⁴²

Donc, les groupes restreints offrent aussi la possibilité de s'engager dans un processus approfondi de sensibilisation et éviter la méfiance. Lors de nos discussions, nous avons écouté des exemples des grandes réunions avec plusieurs communautés qui étaient bloquées. Une fois, par exemple, le porte-parole d'une communauté n'est pas venu à la rencontre. A cause de cela, les membres de cette communauté ont refusé de parler mais ils ont invité l'autre groupe à parler. Ceux-ci, qui doutaient du processus à cause de l'absence du porte-parole de l'autre communauté, ont également refusé de parler. Par ailleurs, il y avait une autre rencontre où les communautés étaient invitées à présenter leurs préalables pour s'engager dans un processus de travail de mémoire. Mais elles ont cité comme

¹⁴⁰ Chef locaux, juillet 2013

¹⁴¹ Leader religieux, juin 2013

¹⁴² Chef locaux, juillet 2013

préalables les exigences qui étaient impossibles à réaliser. Donc ce processus-là était également bloqué.

C'est pour cette raison, alors, que le groupe restreint offre une façon de commencer le travail et de sensibiliser les participants dans un contexte de confiance.

4.3.2 Cibler les « connecteurs de paix »

L'idée des « connecteurs de paix » est que dans la société Iturienne il y a des acteurs qui sont écoutés (comme les extrémistes), mais au même moment ils sont alliés au processus de pacification. Ces gens, selon plusieurs parties prenantes, sont bien placés pour impliquer les leaders et pour les écouter.

« Transmettre le message n'est pas facile. Il faut avoir quelqu'un qui est bien informé et une stratégie d'informer les peuples. Vous devez commencer avec les personnes capables qui ne sont pas conflictuelles, qui sont écoutées et qui connaissent le milieu—pas l'Etat, puisqu'il n'a pas géré les conflits jusqu'aujourd'hui et puisque l'Etat était une des parties à la base du conflit—peut-être les organisations humanitaires [comme RHA]. » (Chefs locaux)¹⁴³

Donc, une approche stratégique, en plus de commencer avec les groupes restreints, doit au même moment identifier qui sont les acteurs influents et écoutés dans leurs milieux qui peuvent directement encourager le processus. Leur plus grand travail serait d'impliquer les autres leaders pertinents pour qu'ils se ne sentent pas menacés. Car, un processus comme celui-ci, doit nécessairement entrer dans les relations de pouvoir à tous les niveaux sociaux, même pour les leaders qui n'ont pas profité du conflit. En somme, les connecteurs de la paix sont ceux qui sont bien placés pour impliquer les leaders qui risquent de bloquer le processus mais qui doivent être impliqués quand même.

4.3.3 Profiter des initiatives actuelles et des partenariats, mais commencer avec un projet pilote

A part ces deux idées des groupes restreints et des connecteurs de la paix, nous constatons qu'il y a plusieurs initiatives actuelles desquelles le travail de mémoire peut et doit profiter. Pendant ce temps, nous pensons que, à cause des sensibilités, le travail de mémoire en Ituri doit commencer avec un projet restreint et pilote, pour voir comment ces sensibilités se déroulent en réalité.

En ce qui concerne les initiatives actuelles, il y a déjà, par exemple, des initiatives actuelles pour la documentation, comme des bandes dessinées. Aussi, les processus de vérité et réconciliation exigent un accompagnement psycho-social comme partie des stratégies de sensibilisation. CCVS (Centre for Children in Vulnerable Situations) à Bunia pourrait offrir l'expertise dans ce cadre, par exemple. Dans ce rapport, nous n'avons pas beaucoup discuté l'importance du conseil psycho-social. A part cela, les rencontres et le dialogue intercommunautaire offrent des exemples les plus connus des initiatives actuelles. Le processus des rencontres sur les vols des batailles, par exemple, montre la possibilité de

¹⁴³ Chef locaux, juillet 2013

gérer les conflits pacifiquement par le dialogue. Les barzas communautaires, par ailleurs, sont un autre exemple. Quelquefois dans nos discussions, par exemple, les parties ont cité les barzas comme exemple du dialogue. Effectivement, 84% des personnes interrogées dans l'enquête de la population générale ont dit que l'histoire est transmise oralement (par exemple, autour de feu) et 41% ont dit qu'elle est transmise dans les rencontres.

Aussi, il y a des partenariats possibles entre les différents acteurs, surtout parmi les ONGs et les autres acteurs de la société civile. Nous avons trouvé, par exemple, des initiatives parallèles parmi les ONG de la paix et parmi les églises. Quelques fois, nos enquêtés ont cité le nom de « ŒIL » [Organisation d'Évangélisation Intercession et Libération]. Par exemple, pour répondre à notre question sur comment commencer le travail de mémoire en Ituri, un chef local nous a dit :

« C'est facile ! Ils l'ont déjà commencé. Une fois, par exemple, je suis allé à [l'autre communauté] avec ŒIL pour leur demander le pardon et pour leur pardonner. Et leur chef est venu ici. Mais [ceux de l'autre communauté] ont peur de venir à ce village parce que c'était eux qui l'avaient détruit.¹⁴⁴

Nous rappelons, cependant, deux parties prenantes: le pasteur qui nous a dit que les efforts comme ceux des églises peuvent être « superficiels » (Section 4.2.1) et l'employé (congolais) d'un bureau de la communauté internationale qui nous a averti que le même chef qui avait soutenu l'idée du travail de mémoire avec nous avait refusé de collaborer dans un processus de résolution des conflits fonciers avec eux (Section 3.2.2). Effectivement, c'était ce même chef qui nous a déclaré que « c'est facile ! ».

Donc, malgré les initiatives actuelles et les partenariats disponibles, nous trouvons plus agréable l'idée d'un « projet pilote » qui est indépendant et basé sur un processus de se mettre ensemble dans les groupes restreints d'une seule communauté pour discuter de l'histoire de leur milieu, dans l'intention de partage éventuel avec *l'autre communauté* à qui ils étaient confrontés pendant la guerre, en impliquant les leaders et les parties prenantes du niveau local.

Mais, il faudrait bien choisir ces communautés voisines et antagonistes, où les autres conditions discutées dans ce rapport existent pour mettre en place un projet pilote. Le processus de choisir les lieux pour commencer, cependant, exigerait un processus plus formel avec des critères de sélection clairs et le temps pour parler avec les parties prenantes au niveau local. Dès que ces communautés sont choisies, il faudra les approcher, pourtant, avec des buts clairs pour le travail intentionnel. Et pour cela, la sensibilisation jouera un rôle très important.

4.4 L'importance de la sensibilisation

Nous concluons cette Section avec une discussion sur l'importance de la sensibilisation—un sujet cité par la grande majorité de nos enquêtés. Pour nous, la sensibilisation ne veut dire ni la publicité ni la visibilité, mais la prise de conscience des gens qui vont participer

¹⁴⁴ Chef local, juin 2013

dans les discussions et rencontres.

Plusieurs parties prenantes et plusieurs personnes sondées dans l'enquête ont cité l'importance de la sensibilisation. Dans une discussion avec l'un des bureaux de la communauté internationale, par exemple, l'un des staffs nationaux nous a dit, « *il faut être clair avec les gens : vérité et réconciliation pour quoi ? Quel est le but ?* »¹⁴⁵

Dans l'enquête, « la sensibilisation » était parmi les réponses les plus données par rapport à la question, « *comment, toutes les communautés de l'Ituri, peuvent-elles, arriver à reconstituer et réunir leurs différentes histoires de la guerre ?* » (Tableau 18). Et « la déformation de l'information » était parmi les risques les plus cités dans l'enquête (Tableau 13). Une campagne de sensibilisation doit être mise en place pour accompagner le travail de mémoire, basée sur les justifications présentées dans cette Section.

4.4.1 Travailler dans l'intention de connaître les causes et les méfaits de la guerre pour ne plus y tomber.

Nos résultats montrent que, parmi les leaders et les autres personnes, il y a les justifications partagées pour le travail de mémoire, surtout le droit et la valeur de *connaître* l'histoire. Comme dit avant, deux discours communs et compatibles étaient, d'un côté, que « *nous ne maîtrisons pas l'histoire de la guerre* » ou « *les causes sont connues par les leaders mais pas par la base* », et de l'autre côté, que « *nous devons connaître les causes et parler des méfaits pour ne plus retomber dans la guerre* ». Un processus de mémoire, donc, doit se baser sur ces intentions : maîtriser les causes de la guerre, à long terme et à court terme, distinguer entre les causes profondes et les éléments déclencheurs, clarifier et énumérer les méfaits, en reconnaissant que la guerre a touché tout le monde et toutes les communautés, et travailler dans l'intention de ne plus y revenir.

Donc, nous trouvons que l'une des plus grandes opportunités pour un processus de vérité et réconciliation en Ituri est d'utiliser le travail de mémoire pour aider les Ituriens à *s'informer*. Cela veut dire, la méconnaissance n'est pas une raison de ne pas commencer un processus de vérité et réconciliation, mais au contraire, cette méconnaissance est l'une des plus fortes justifications.

« C'est difficile pour les deux communautés de dire la vérité parce qu'elles ne savent pas les causes. Dans les communautés, il y a des personnes qui ont organisé la guerre et qui en ont profité, et qui veulent qu'elle reste secrète. ... Tous entendent les choses selon leur niveau, donc c'est difficile de dire la vérité. Mais c'est nécessaire qu'elle sorte parce que la paix ne peut pas exister sans la vérité. » (Chefs locaux)¹⁴⁶

4.4.2 Travailler dans l'intention de documenter l'histoire pour prévenir la génération future.

Nous avons déjà dit que la documentation elle-même était considérée comme objectif central du travail de mémoire. Plusieurs parties prenantes l'ont citée comme l'une des plus grandes valeurs. « *C'est important d'aller au-delà de l'oral et de documenter. Sinon,*

¹⁴⁵ Membres de la communauté internationale, juillet 2013

¹⁴⁶ Chef locaux, juillet 2013

l'histoire sera perdue, » selon un leader religieux.¹⁴⁷ Nous rappelons les propos du professeur qui a noté que les Ituriens apprennent Lumumba, alors qu'ils n'apprennent pas leur propre histoire, et que la documentation de l'histoire pourrait également diminuer le préjudice et la haine que les enfants apprennent à la maison.

Cependant, nous soulignons aussi l'importance, de la documentation comme source d'information pour la future génération et pour les Ituriens en général mais **pas** pour les institutions officielles comme la CPI ou le gouvernement. Une telle initiative qui cible les gens et qui provient de la société civile n'a ni l'autorité ni la place de rassembler les données dans l'intention de rendre les auteurs en justice. Cela ne veut pas dire que la responsabilité n'a pas de place dans ce processus. Au contraire, le même leader religieux qui a noté la valeur de la documentation, a continué, par exemple :

*« Mais il y a des conditions : il faut responsabiliser tous les côtés, pas un seul côté. Il ne faut pas cacher la vérité. Mais il faut aussi se focaliser sur la réconciliation : comparer les temps avant, pendant et après la guerre et demander, comment est-ce qu'ils sont arrivés à revivre en paix. Il y a souvent des mains invisibles qui manipulent les mains visibles. Comment est-ce que nous pouvons montrer clairement à qui appartiennent les mains invisibles ? »*¹⁴⁸

C'est un équilibre délicat, auquel nous nous tournons ici.

4.4.3 Responsabiliser toutes les parties, mais reconnaître la responsabilité des individus

L'un des grands risques du travail de mémoire est les accusations. La majorité des parties interrogées ont cité comme désavantage ou risque la tendance de « montrer du doigt » :

« Il faut avoir la justice en Ituri, pas vraiment au niveau de la CPI, mais plus locale. On doit le faire dans une façon qui ne provoque pas des nouveaux conflits parmi les communautés—par exemple, cet homme de ma communauté était condamné et cet homme de votre communauté était acquitté. Au niveau de la population, les gens connaissent bien qui sont les responsables, mais ils ont appris comment vivre ensemble et c'est une bonne chose. » (Leader religieux)¹⁴⁹

En même temps, quand nous avons demandé aux parties prenantes dans les discussions, comment définissez-vous « la vérité » ils ont parlé des acteurs responsables et des auteurs des crimes. Dans ce rapport, nous évitons d'entrer dans le débat de *la paix contre la justice*. Mais, nous reconnaissons que ce débat forme une dimension importante du travail de mémoire et qu'elle exige une balance.¹⁵⁰ Effectivement, nous avons trouvé dans les discussions avec des parties prenantes l'envie pour les deux (Tableau 21)

¹⁴⁷ Leader religieux, juin 2013

¹⁴⁸ Leader religieux, juin 2013

¹⁴⁹ Leader religieux, juillet 2013

¹⁵⁰ Nous constatons aussi que ce n'est pas la place pour la société civile d'accuser et montrer du doigt ceux qui sont impliqués.

Tableau 21 : La responsabilisation et le pardon

La responsabilisation (des individus)

« Pour la réconciliation il faut commencer avec deux aspects : d'abord, qui a provoqué la guerre, et après, qui a subi la guerre. Il est vraiment nécessaire de voir qui est responsable sans responsabiliser toute la communauté. »

Le pardon

« A l'époque où nous sommes maintenant tous ceux là qui ont participé dans les pillages par exemple, dans la destruction par exemple, dans les tueries par exemple, ils sont rentrés chez eux. ... Comment est-ce que vous allez les identifier aujourd'hui pour dire, non c'est vous qui êtes venus dans ce village-ci, piller les vaches, tuer les gens de ce village. ... A mon avis ça c'est quelque chose qui ne doit pas marcher parce qu'on est aussi dans le processus de consolidation de paix et réconciliation. Bien sûr il faut que justice soit là aussi. Mais si on doit demander aux victimes allons dans ce village là identifier tous les gens qui sont venus vous massacrer ici, vous détruire ici, ça va rendre la situation très compliquée. »

Comme réfléchi dans la première citation, il faut faire la distinction entre la responsabilisation des communautés et celle des individus. Nous avons déjà présenté l'avantage de montrer que toutes les parties ont subi la guerre. De l'autre côté, cependant, cela peut être interprété comme si *toutes les parties ont perpétré la guerre aussi*. Dans notre grande discussion de restitution, par exemple, un discours est sorti que tout le monde est victime et tout le monde est auteur, donc nous ne pouvons que pardonner tout le monde. C'est une application du pardon trop facile et trop simple. La responsabilité fait partie de la vérité.

Il faut reconnaître, par ailleurs, que le pardon est un sujet vraiment complexe, multidimensionnel et parfois contradictoire. Le pardon ne peut pas être forcé. Et c'est également possible que le pardon n'arrive jamais. Ici, nous citons intégralement un notable :

« Je ne sais pas Moi si je peux encore pardonner, je suis chrétien, la bible nous demande de pardonner tout le monde mais s'il faut catégoriser le pardon, pardonner celui-ci et ne pas pardonner celui- là. Je peux pardonner la personne qui a enrôlé les enfants soldats mais la personne qui a tapé l'enfant sur un arbre cette personne là je ne peux pas le pardonner ! Mais parce que je suis chrétien je peux le pardonner. Vous voyez parce que les crimes commis par les deux, à mon avis c'est tout à fait différent, même Dieu au ciel voit ça. Merci parce que la justice de Dieu est tout à fait différente de la justice du monde, parce que de fois le monde juge les choses tout à fait différemment de la façon dont Dieu voit les choses. C'est comme ça que je vois les choses donc les crimes différents, les crimes différents, il y a crime et crime. »¹⁵¹

¹⁵¹ Notable, juin 2013

4.4.4 Reconnaître que la guerre était une catastrophe qui a touché tout le monde

Donc, une stratégie utile sera aussi de reconnaître que la guerre était une catastrophe qui a touché tout le monde. « Puisque la guerre était une catastrophe » c'était parmi les réponses les plus citées dans l'enquête et les discussions. Le travail de mémoire peut prendre comme inspiration cette idée selon laquelle, bien qu'il y ait des milices des différentes communautés qui sont arrivés massacrer et détruire les villages des autres, toutes les communautés (et pas seulement les Hema et les Lendu) étaient fortement touchées. Selon un bureau de la communauté internationale, y compris les staffs nationaux, par exemple :

« Le problème avec l'Ituri est que, depuis la guerre, il n'y avait pas une prise en charge institutionnelle pour un processus de vérité et réconciliation. Il y a encore une forte méfiance. ... Le conflit ici est ethnicisé. ... Il y a besoin d'un dialogue franc, mais en se focalisant sur le fait que 'nous nous sommes massacrées, l'une et l'autre.' Mais le dialogue franc et sincère, sans accuser l'autre, est difficile. »¹⁵²

Néanmoins, cette idée que toutes les communautés ont subi la guerre et que personne n'a gagné est ressortie souvent dans nos discussions et présente une opportunité pour le travail de mémoire. Malgré cela, parfois les discours que « Dieu voulait cette guerre » ou « c'était un mal nécessaire [parce que nous avons gagné] » sont sortis aussi. Le travail de mémoire doit reconnaître ce type de discours parce qu'il présente également une « vérité » selon cette communauté. Mais en même temps, dans le contexte du conflit de l'Ituri, nous trouvons plus d'opportunité pour le travail de mémoire en se focalisent sur les méfaits de la guerre, et leurs présences par toutes les communautés.

4.4.5 Souligner les deux buts du travail de mémoire : la réconciliation et le développement

Enfin, alors qu'il y a une tension entre les communautés antagonistes par rapport au passé, presque toutes celles avec qui nous avons parlé ont partagé une vision à l'avenir qui inclue le développement. Nous avons déjà noté l'association faite parfois entre la diversité/la cohabitation pacifique et le développement. Ici, nous soulignons qu'un travail de mémoire peut prendre avantage de cette liaison. Alors que la justice et la responsabilisation ont leur place dans le processus de vérité et réconciliation, comme grand but, la réconciliation était parmi les justifications les plus citées. Nous rappelons les résultats à la question de rendre l'histoire publique pourquoi. La réconciliation et le développement, l'un et l'autre, doivent prendre une place centrale dans la sensibilisation par rapport aux buts de travail de mémoire.

4.5 Conclusion

En conclusion, nous trouvons les conditions actuelles en Ituri appropriées pour un projet restreint et pilote de travail de mémoire.

D'abord, pour commencer le travail de mémoire à une échelle réduite, il faut identifier la communauté ou les communautés où se trouvent les conditions favorables à ce travail

¹⁵² Membre de la communauté internationale, juin 2013

sensible, surtout la présence des connecteurs de paix, l'absence des sources fortes de blocage et une adhésion générale aux bénéfices potentiels d'un processus de dialogue sur l'histoire. Bien que nous trouvions les conditions en Ituri appropriées pour ce travail en général, nous trouvons plus convenable l'idée d'un tel processus restreint à cause de tous les risques susmentionnés. Un processus restreint est plus facile à gérer avec une bonne sensibilisation, surtout en réponse aux rumeurs et suspicions qui peuvent accompagner le processus.

Avant d'initialiser un processus de travail de mémoire, il faut aussi bien comprendre le paysage des acteurs qui seront impliqués, c'est-à-dire les connecteurs de paix, les groupes restreints, les sources de blocage et les acteurs objectifs qui maîtrisent les événements de la guerre. Ce paysage doit comprendre aussi les acteurs internationaux qui ont réalisé les enquêtes sur l'histoire de l'Ituri. Ils peuvent offrir un fond d'analyses indépendant et objectif. C'est seulement avec une telle compréhension des parties prenantes qu'une stratégie pratique peut être réalisée.

Finalement, malgré le soutien que nous avons trouvé pour les *produits* du travail de mémoire, comme la documentation par exemple, nous soutenons un travail de mémoire focalisé surtout sur les *processus* participatifs. La légitimité de la documentation de l'histoire sera basée sur une telle participation riche et approfondie. Bien sûr, le principe du groupe restreint doit être toujours respecté – c'est-à-dire un processus participatif ne veut pas dire nécessairement les grandes rencontres (nous avons déjà discuté les désavantages de ces rencontres) – mais il doit être basé sur un processus où les participants peuvent construire ensemble les produits de leur travail.

Comme tout le travail de mémoire, c'est un équilibre sensible. Mais c'est un travail possible, important et surtout désiré par les Ituriens.

5 Annexe

Nous offrons cette annexe pour ceux qui voudraient avoir plus d'exemples des citations sur les différents sujets traités dans le rapport

Le conflit foncier comme cause

- « Les Ituriens connaissent un conflit énorme à cause des concessions ! » (Membre de la communauté internationale)
- « Le conflit foncier est à la base du problème. Le gouvernement doit réparer ceci mais il est trop faible. » (Membre de la société civile)
- « C'est impossible de parler de l'histoire de la guerre sans toucher le sujet de la terre parce qu'elle est au sein du conflit ! » (Membre de la communauté internationale)
- « Rendre publique l'histoire [de la guerre] sera une bonne chose parce que les gens vont voir que c'était la terre qui a causé la guerre. Nous pouvons trouver de solutions. Il y a toujours des pistes pour résoudre le conflit. » (Chef local)
- « Pourquoi pas [rendre publique l'histoire] ? Cela bénéficiera aux enfants. Nous pourrions considérer le bon et le mal, et comprendre les vraies causes, et éviter les mêmes erreurs. La cause était le conflit foncier : les concessions contre le pâturage collectif. Tout le monde le sait. » (Autorité politico-administrative)
- « La guerre a commencé avec les conflits entre deux leaders et entre les éleveurs et agriculteurs. Les gens savent ça. » (Chefs locaux)
- « Nous ne nous sommes pas attendus à la guerre en Ituri. Ce n'était pas inter-ethnique. C'était à cause de la terre. » (Chef locaux)
- « Les causes étaient le conflit foncier entre les agriculteurs et les éleveurs. C'était pour ça que tous se sont impliqués : pour se défendre. » (Chef locaux)
- « Les conflits aujourd'hui sont les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. L'Etat n'arrive pas à leur donner le droit. ... La terre est mal distribuée. ... Ce conflit est dangereux—il peut amener une autre guerre. Ça commence doucement, mais [les autres] sont devenus plus difficiles. » (Membres de la société civile)

Le conflit interethnique comme cause (l'identité, les origines, le préjudice, la supériorité, la distribution des postes et la sous-estimation)

- « Parce que notre communauté était vraiment en retard, ceci était là aussi l'une des causes parce que [ceux de l'autre communauté] ont des professeurs du haut niveau même, mais nous [de l'autre communauté] nous sommes un peu en retard. On n'a pas le moyen d'évoluer ... C'est là aussi une des raisons qui ont fait tué parce que l'autre ne voulait pas être dominé. » (Notable)
- « Le conflit foncier est arrivé après le conflit identitaire. Au début de la guerre, l'Ituri avait plusieurs tribus différentes qui provenaient des différents sources : nilotique, bantu, soudanaise. Cette situation est vraiment particulière à l'Ituri. Vous ne le trouvez nulle part ailleurs dans le pays. » (Notable)
- « Chez nous on a mis le problème sur l'identité en connaissant nos faiblesses, c'est à dire en voyant un congolais on demande d'où il est venu. Il est venu de l'Ethiopie ? Il est Nilotique ? Il est Bantu, Il est quoi ? Il est pygmée ? Alors c'est dans le domaine sociologique ; on voit pourquoi un nilotique doit se retrouver ici. A cela s'ajoute le problème des terres. Parce que c'est la terre de mes ancêtres. Nous qui avons commencé à construire ici. Malgré qu'il y a des lois selon lesquelles la terre et le

sous-sol appartiennent à l'Etat Congolais, ça n'appartient pas aux communautés, nous nous en jouissons. » (Notable)

- « Il y a beaucoup de conflits aujourd'hui. C'est toujours le conflit de terre qui paraît facile à arranger. Mais avec l'élément ethnique, ça devient plus grand et plus difficile à arranger. Il y a une méfiance qui pèse. » (Membre de la communauté internationale)
- « Oui, nous connaissons la cause – la guerre provient des tensions entre les Bahema et les Walendu de Djugu. » (Chef locaux)
- « Les guerres ici sont guerres ethniques. La réconciliation n'existe pas parce que personne ne s'occupe de cela. Les gens s'occupent des tribunaux pour chercher l'argent et c'est ce qu'ils appellent la réconciliation. » (Chef locaux)
- « La grande tension c'est le 'pourquoi' ? Il y a des raisons qui sortent et celles qui ne sortent pas. Ce n'était pas seulement sur le conflit foncier, mais aussi sur l'histoire, l'héritage et la culture. » (Leader religieux)
- « Quand les autorités viennent nous réunir en nous posant des questions : pourquoi est-ce que vous vous battez avec vos frères ? La réponse est très simple : on dit que c'est Satan qui nous trompe. Mais quel Satan qui va tromper seulement les Ngiti et les Hema. Et cela rentre dans le cas de la Côte d'Ivoire, ça devient un conflit identitaire. » (Chef local)
- « Oui, tout le monde sait que la guerre a commencé avec le conflit entre les agriculteurs et les éleveurs, mais c'était aussi que [une communauté] voulait exterminer [l'autre] pour exploiter les mines, le pétrole et la terre. » (Chef locaux)

Les Ituriens ont oublié les causes de la guerre

- « Les causes de la guerre étaient que les gens se sont battus à cause du conflit foncier. Il y a d'autres raisons, mais c'est cela la principale. À Djugu, Irumu et Mahagi les gens se détestaient à cause de la terre. Mais après la guerre a fini et les autorités politico-administratives ont oublié les causes de la guerre.. Aujourd'hui ils se focalisent sur l'argent et le pouvoir. » (Chef locaux)
- « Oui les gens savent les causes de la guerre : c'était le conflit foncier. Tout a commencé là. Mais vers novembre, 2002 la guerre est arrivée ici [à Mongbwalu] avec l'interférence de nos voisins. C'était quand la guerre a changé sa dimension : elle est devenue la conquête de pouvoir, c'est-à-dire, la conquête de la terre. Puisque ici c'est une région économique clef pour l'Ituri. » (Membres de la société civile)

La guerre économique

- « C'est bien d'impliquer les leaders, même si c'était eux qui ont convaincu les jeunes à prendre les armes à se défendre. Mais ce processus de vérité ne va pas arranger tous. Les leaders ont utilisé les conflits culturels et fonciers pour leurs intérêts commerciaux et ils vont vouloir bloquer ce processus. Ils ont des liens avec les leaders locaux. Selon eux, c'est toujours l'autre qui a commencé le conflit. Personne n'a pris responsabilité pour les actions de sa communauté. » (Membre de la communauté internationale)
- « Une dispute simple sur la terre en 1999 est devenue une dispute économique en 2002, 2003. C'était plus les acteurs d'ailleurs qui ont alimenté et orienté la guerre. Par exemple, l'axe Bunia-Kasenya était contrôlé et partagé par les trois groupes armés. Ce n'était pas le conflit ethnique, mais surtout économique ! ... Au début, les

gens ont soutenu les groupes [armés] et les ont aidés à acheter les armes au nom d'auto-défense. Mais ils ont arrêté [leur soutien] à un certain moment. Dès que les groupes sont devenus plus indépendants économiquement de la population, ils n'avaient plus besoin de soutien de celle-ci, et la population a seulement subi la guerre. Les communautés sont restées victimes de la guerre. » (Membre de la société civile)

- « Mais il y a ceux qui ont profité de la guerre et veulent que la guerre continue. Par exemple, je viens d'entendre dire qu'il a eu quelqu'un qui avait gagné \$75,000 par semaine à Kasenyi pendant la guerre ! » (Chef local)

La guerre était plus que le conflit foncier

- « Le conflit foncier était un élément déclencheur de la guerre, mais il faut étendre l'analyse. Depuis avant l'arrivée des Belges les gens savaient comment vivre ensemble. Le conflit foncier était mal géré par les autorités. À cause de cela, le conflit foncier est devenu idéologique et les gens ont commencé à se tuer à cause de leur appartenance à une certaine communauté. » (Leader religieux)
- « L'autre communauté ne va pas accepter cette version [de l'histoire de la guerre] facilement, mais c'est la réalité. Si on commence avec le conflit foncier sans toucher ces autres dimensions, nous n'arriverons pas à la vérité. » (Notable)

Une guerre des profiteurs et de la manipulation

- « Bunia est la capitale, qui contrôle Bunia contrôle l'Ituri. Les gens ont profité de la guerre en la transformant à une guerre interethnique. Bunia était divisé en deux. » (Chef local)
- « Il y avait la complicité [avec] les militaires [ougandais] et les commerçants. Si nous n'analysons pas ces causes profondément, la réconciliation sera superficielle. » (Membres de la société civile)
- « Quelles sont les mains qui sont derrière pour donner aux hommes qui sont pauvres, qui manquent à manger, à s'habiller mais qui ont des armes? (Chef local)
- « Quelques chefs de collectivité ont bien géré le conflit. Mais d'autres ont utilisé le conflit pour le pouvoir—la guerre les a légitimés. Ils peuvent présenter un blocage au processus. Les positions [des bloqueurs] sont bien connues. » (Leader religieux)
- « Au début, [les autres] essayaient d'étendre leur territoire, mais les gens de niveau élevé n'ont jamais expliqué cela à la base. Ils leur ont dit simplement qu'ils voulaient avoir plus d'espace [pour leurs activités]. C'est pour cela que [cette communauté] va accepter la vérité. C'est parce qu'ils étaient manipulés. (Leader religieux)

Les Ituriens ne maîtrisent pas les « vraies » causes

- « La CPI, au moment où je vous parle, ne connaît pas encore les causes de la guerre, des massacres qui ont eu lieu ici. A la Cour, jusqu'à maintenant, on continue à dire qu'il a eu guerre interethnique parce que [une communauté] voulait ravir les terres de [l'autre]. C'est la raison principale pour la CPI. » (Notable)
- « La base ne connaît rien. Il y avait plusieurs causes : de l'identité, économique, socio-culturelle, foncier, politique. Il faut que nous connaissions et analysons tous ces problèmes. Il faut que nous connaissions les acteurs. Après cela, nous pouvons mettre les mémoriels. » (Notable)
- « Personne ne connaît les causes. Le conflit foncier était un élément déclencheur, mais le conflit foncier ne peut pas détruire Bogoro. Il ne peut pas détruire

Nyankunde. Quelques intellectuels maîtrisent l'histoire, mais ils ne disent pas toute l'histoire parce que les différentes communautés vont raconter les différentes histoires. Ils n'arriveront pas à un consensus. » (Notable)

- « Non, la communauté ne connaît pas les causes. En Ituri, il y avait le problème des concessions ... mais en réalité les causes étaient nationales et internationales. Le pétrole a joué un rôle clef. Les acteurs d'ailleurs voulaient entrer dans l'Ituri vite donc ils ont choqué les Hema et les Lendu pour avoir accès à la richesse de l'Ituri lors qu'ils se sont battus. L'Ituri est comme un petit paradis ! Mais à la base, les gens pensent seulement au conflit foncier. Les intellectuels de l'Ituri ont commencé à se rendre compte de ça. » (Notable)
- « Les causes de la guerre étaient le conflit foncier et le conflit interethnique, mais les gens d'ici ne savent pas comment la guerre est arrivée de Djugu. » (Autorité politico-administrative)
- « Même si tout le monde dit que c'était le conflit foncier, il y a d'autres qui disent que c'était la mauvaise gouvernance. Mais les gens ne maîtrisent pas bien les causes de la guerre. Ce n'était pas seulement le conflit foncier, mais aussi les gens d'ailleurs qui nous ont imposé la guerre pour leur propre bénéfice. Les gens à la base ne connaissent pas l'histoire de cette manipulation. » (Chef locaux)
- « Les Ituriens étaient ignorants. La guerre est arrivée de quelque part mais je ne sais pas d'où. ... C'était une guerre de l'extérieur qui est arrivée en Ituri. Ceux qui connaissaient qu'il y avait les ressources comme l'or et le pétrole à exploiter— c'étaient eux qui ont amené la guerre en Ituri. ... Quand on parle d'une guerre tribale, c'était entre les Hema et les Lendu. Mais c'est compliqué parce qu'il y avait une injection de quelque part qui a créé de tension entre les Hema et les Lendu. On ne sait pas d'où cette injection est venue. ... » (Membres de la société civile)
- « La population est prête [à rendre publique l'histoire] mais avec des préalables. Avant de réaliser des mémoriels, il faut dire la vérité, particulièrement les causes parce que les gens ne connaissent pas encore les raisons de la guerre. » (Notable)
- « Nous pouvons dire ce que nous avons subi, mais nous ne pouvons pas dire le reste [de l'histoire de la guerre]. » (Groupe de victimes)

La documentation

- « Un document sur l'histoire de la guerre pourrait aider la paix et être utilisé comme référence. Il faut qu'il parle de la responsabilité mais stratégiquement et politiquement parce qu'il peut également susciter les réactions des extrémistes, en particulier les politiciens. Il faut parler des faits et des conséquences, mais il faut parler ouvertement. » (Membre de la société civile)

La réconciliation apparente

- « C'est connu qui était tué par qui, mais on est obligé à accepter ce qui s'est passé et vivre ensemble » (Chef local)
- « Nous sommes frères. Nous sommes obligés de vivre ensemble. Même si nous ne voulons pas, nous sommes impliqués dans cette histoire » (Chefs locaux)
- « Malgré ce qui s'est passé, il y a les autres qui ont des remords. Nous sommes obligés à vivre ensemble donc nous devons nous parler » (Group de victimes)
- « La réconciliation qui existe aujourd'hui est le fruit des efforts des peuples eux-mêmes. Il n'y a jamais été un processus de mettre les communautés autour de la table pour officialiser la réconciliation » (Membres de la société civile)

- « La réconciliation se fera automatiquement mais progressivement. Ça prendra du temps pour que les gens arrivent à s'accepter, à se tolérer, à partager, à pardonner. Ce n'est pas le tic au tac ! ... La vraie réconciliation viendra avec la volonté de ceux-là qui se sont affrontés » (Leader intellectuel/notable)
- « Il y a une méfiance et un langage méfiant. A Djugu, il y a l'occupation illégale des parcelles et ce langage-là sort quand le propriétaire original essaie de rentrer. » (Autorité politico-administrative)
- « En général, oui, les communautés sont réconciliées mais il y a toujours ceux qui portent la haine dans leurs cœurs ... Parfois ils me demandent [par exemple] 'ou se trouve [un membre de la famille massacré] ?' » (Groupe de victimes)
- « L'esprit de la réconciliation existe. C'est possible. Mais d'abord c'est la responsabilité de l'Etat parce que le conflit n'est pas seulement ethnique, mais aussi lié à la terre » (Membre de la communauté internationale)

La Méfiance

- « Je ne sais à qui nous pouvons faire confiance. [Les communautés] ont toutes développé la culture des mensonges à cause de la méfiance. Ils n'ont jamais accepté de cohabiter honnêtement et franchement. Par exemple, ils disent qu'ils ne sont pas à la maison si on arrive à les chercher. Ils vivent le jeu de 'cache cache'. » (Chefs locaux)
- « De notre côté, nous allons douter de ce qui vient de l'autre côté. » (Chefs locaux)
- « Quelques gens pourraient être prêts : pourquoi étiez-vous battus ? Comment est-ce que cela s'est passé ? Chaque groupe se défend et ne dit pas la vérité, les mensonges ! La vérité est cachée. » (Membre de la société civile)
- « Il ya beaucoup d'explications que les gens donnent pour le conflit, telle communauté dit ça, telle autre communauté dit ça, alors nous osons croire que la CPI a toutes les explications. Mais il faut voir aussi quand on parle s'il n'y a pas une dose de mensonge dans ce qu'on déclare ? Mais pour votre information, il y a des tribus ici chez nous qui sont spécialisées dans le mensonge, ce sont des experts en mensonge ! » (Notable)
- « Le problème est la peur. La guerre est-elle finie ? Puis-je faire confiance ?! » (Membre de la société civile)
- « Il y a encore plein d'armes—c'est un très grand risque. 'DDR' n'a pas réussi » (Membre de la communauté internationale)
- « Ici nous disons la vérité, mais pas là. Ils vont dire le contraire de ce qui s'est passé. ... Jusqu'aujourd'hui ils ont leurs armes. » (Chefs locaux)
- « Les deux groupes vont s'accuser et cacher la vérité. ... C'est bien d'impliquer les leaders, même si c'était eux qui ont convaincu les jeunes à prendre les armes, pour se défendre. Mais ce processus de vérité ne va pas tous arranger. Les leaders ont utilisé les conflits culturels et fonciers pour leurs intérêts commerciaux et ils vont vouloir le bloquer. Ils ont des liens avec les leaders locaux. Selon eux, c'est toujours l'autre qui a commencé le conflit. Personne n'a pris la responsabilité pour les actions de sa communauté. » (Membres de la communauté internationale)

Le blocage

- « Ils sont toujours au pouvoir. Ils vont bloquer ! » (Membre de la société civile)
- « C'est difficile de les identifier dans les communautés parce qu'ils sont d'ailleurs, comme à Kinshasa. Ils ont leurs gens dans les communautés, mais c'est difficile

- d'identifier aussi ces derniers. » (Chefs locaux)
- « Oui, il y a une minorité qui peut bloquer [le travail de mémoire]. Les extrémistes existent partout. Ils sont ceux qui n'ont pas la foi. Ils pensent toujours que la guerre peut revenir. » (Notable)
 - « Au début [le travail de mémoire] serait difficile parce qu'il réveillerait les mauvaises mémoires. Mais avec l'implication des chefs et autorités qui peuvent faciliter le passage du message, ce serait plus facile. (Autorité politico-administrative)